

Pawel Sekowski

*Les Polonais en France au lendemain  
de la seconde guerre mondiale  
(1944-1949)*

Histoire d'une intégration



Contenu de ce PDF :

Chapitre 7

Quelle intégration à la société d'accueil, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour les Polonais immigrés et fixés en France dans l'entre-deux-guerres ? Pawel Sekowski examine divers aspects de ce processus progressif concernant, dans sa grande majorité, des hommes et des femmes relevant du statut des « travailleurs étrangers » dans les années 1944-1949, processus qui fut accéléré par les années d'hostilités et le contexte particulier de l'après-guerre.

La situation de la communauté immigrée des Polonais en France, son statut et les évolutions survenues en son sein sont étudiés dans leurs dimensions à la fois sociales, politiques et culturelles. Une place prépondérante est accordée à l'analyse de trois phénomènes caractéristiques de la vie des Polonais en France, « facteurs du maintien de la polonité » : l'enseignement polonais, l'aumônerie polonaise et surtout la vie associative des Polonais en France. Ces éléments sont présentés dans la perspective du rapatriement (*reemigracja*) organisé par les autorités polonaises de Varsovie et du conflit politique profond qui surgit entre les partisans du nouveau gouvernement de la Pologne populaire (dominé par les communistes) et les militants anticommunistes polonais en France.

La période étudiée constitue un véritable tournant dans le processus de l'intégration sociale des Polonais en France, notamment pour la « deuxième génération » des immigrés, ceux-ci devenant, de plus en plus, Français d'origine polonaise.

Illustration de couverture :  
Rapatriés polonais en 1947 © Pirotte Julia : Droits réservés – Succession Julia Pirotte

ISBN :

979-10-231-3490-2

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

# LES POLONAIS EN FRANCE

# Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussièrre et Olivier Forcade

## Dernières parutions

*Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.*

*Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé*

Laurence Baratier-Negri

*Les Batailles de 1916*

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

*Musique et politique en Allemagne, du III<sup>e</sup> Reich à l'aube de la guerre froide*

Élise Petit

*Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)*

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes, Rainer Hudemann (dir.)

*Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

*Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

*La Grande Guerre des assiettes*

Jean-Pierre Chaline (dir.)

*Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.*

*Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*

Olivier Zajec

*Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours*

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

*De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)*

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

*Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses*

*des partis politiques en France et en RFA*

Mathieu Dubois

*Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,*

*soldat de la Grande Guerre*

Nadine-Josette Chaline

Pawel Sekowski

Les Polonais en France  
au lendemain de la  
seconde guerre mondiale  
(1944-1949)

Histoire d'une intégration

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Sorbonne Université Presses, 2019  
ISBN : 979-10-231-0631-2

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Paris/Issigeac)  
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

**SUP**

Maison de la Recherche  
Sorbonne Université  
28, rue Serpente  
75006 Paris

[sup@sorbonne-universite.fr](mailto:sup@sorbonne-universite.fr)

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

*En hommage à Janine Ponty,  
une tentative de poursuivre ses recherches*

Pawel Sekowski est docteur en histoire moderne et contemporaine de Sorbonne Université et docteur en sciences humaines (histoire) de l'université Jagellonne de Cracovie (Pologne). Il est maître de conférences à l'Institut d'histoire de l'université Jagellonne. Il est également l'auteur et l'éditeur scientifique de deux ouvrages et l'auteur de plus de vingt articles scientifiques. Sa recherche se concentre essentiellement sur l'histoire et la sociologie de l'immigration, l'histoire des réfugiés en Europe, l'histoire politique et sociale de la Pologne et de la France pendant et après la seconde guerre mondiale.

## Mondes Contemporains

collection dirigée par  
Éric Bussière et Olivier Forcade

Consacrée aux questions internationales, aux pays étrangers, aux grands problèmes de notre temps, **Mondes contemporains** est une collection fondée sur une approche historique qui veut unir la recherche dans les archives à la réflexion sur les enjeux, les conflits et les systèmes internationaux depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.



## REMERCIEMENTS

Ce livre n'aurait pu voir le jour sans l'aide de nombreuses personnes. C'est ici l'occasion de leur exprimer ma gratitude. J'aimerais particulièrement remercier M. le professeur Olivier Forcade, qui a été non seulement mon directeur de recherche français pendant la préparation de la thèse de doctorat qui est à l'origine de ce livre, mais aussi un véritable parrain sur les sentiers de ma vie scientifique depuis 2009. Mes remerciements vont aussi à M. le professeur Wojciech Rojek, de l'université Jagellonne de Cracovie, mon directeur de recherche polonais, dont les conseils et les remarques ont été très précieux. M. Rojek, auquel je suis particulièrement reconnaissant de son appui, est décédé en 2015, quelques semaines à peine après la soutenance de ma thèse de doctorat. Je remercie M. le professeur Józef Łaptos, de l'Université Pédagogique de Cracovie, et M. le professeur Didier Musiedlak, de l'Université de Paris-Nanterre, qui étaient prérapporteurs de ma thèse, tout comme Mme le professeur Janine Ponty, la plus grande spécialiste de l'histoire des Polonais en France, décédée en 2017, qui fut membre du jury de soutenance et une relectrice attentive de ma thèse. Grâce à leurs conseils et à leurs remarques bienveillantes, le travail de remaniement de cette thèse de doctorat à des fins de publication a été considérablement facilité. Je remercie M. le professeur Krzysztof Zamorski, président du jury de soutenance, qui m'a encouragé dans toutes les démarches consécutives à la soutenance de ma thèse, tout en affrontant une situation délicate après le décès prématuré du professeur Rojek.

Les recherches systématiques dans les archives et les bibliothèques de trois pays exigent certains moyens financiers; je remercie par conséquent tous ceux qui ont contribué à les financer avec moi, aux diverses étapes de ce processus, et sans qui ce livre n'aurait certainement pas abouti. L'ambassade de France à Varsovie m'a attribué la bourse du gouvernement français pour effectuer mes recherches en France pendant dix mois. La Société historique et littéraire polonaise à Paris a financé, dans le cadre des bourses du fonds Jean et Suzanne Brzękowski, mes deux séjours d'un mois à Paris. La bourse du fonds Florentyna Kogutowska, attribuée par M. le recteur de l'université Jagellonne pour un séjour d'un mois à l'étranger, a quant à elle rendu possibles mes recherches à Londres. Mes trois séjours scientifiques hors de la Pologne ont été financés par la faculté d'Histoire de l'université Jagellonne, dans le cadre des concours pour le soutien aux jeunes chercheurs. Un soutien financier non négligeable m'a également été

attribué à deux reprises par la Société des doctorants de l'université Jagellonne (Towarzystwo Doktorantów UJ), par la voie des concours pour l'aide financière organisés par cette société.

Je remercie M. Maciej Morawski, fils du dernier ambassadeur à Paris du gouvernement polonais en exil, qui a bien voulu accepter de me confier ses souvenirs et ses observations, contribuant ainsi à l'enrichissement de ce travail.

Parmi tous les membres du personnel des institutions où j'ai conduit mes recherches, je voudrais remercier particulièrement Mme Ewa Rutkowska, responsable des manuscrits à la Bibliothèque polonaise de Paris, et M. le docteur Witold Zahorski, secrétaire de la Société historique et littéraire polonaise.

Mes remerciements vont à mes parents, Jadwiga et Tomasz, qui m'ont fortement encouragé pendant toute la période de la préparation de ma thèse de doctorat. Je remercie ma compagne Karolina de son soutien pendant le temps du remaniement de la thèse en vue de la présente publication.

10

Enfin, je remercie mes enfants Zofia et Jerzy qui ont patiemment subi les années de mon travail, d'abord sur la thèse de doctorat et ensuite sur ce livre, et qui ont fait preuve d'une grande indulgence pendant tout le temps nécessaire pour les mener à bien. Étant nés pendant la préparation de ma thèse, ils ne connaissaient jusqu'à présent pas d'autre temps.

## NOTE DE L'AUTEUR

Ce livre étant rédigé en français, il a souvent bien évidemment fallu décider soit de l'emploi des expressions en langue polonaise, soit de leur traduction. Nous avons fait le choix de traduire les phrases issues des sources examinées, en n'y adjoignant les expressions originales que dans les cas où cela semblait indispensable.

Nous avons décidé d'écrire les patronymes et les prénoms des Polonais dans leurs versions originales, si c'était là l'usage voulu par les intéressés. Ainsi, dans ce travail sont par exemple mentionnés le recteur Franciszek Cegiełka ou les ambassadeurs Kajetan Morawski et Stanisław Skrzyszewski. Certaines personnalités se servaient de la forme française de leur prénom ou utilisaient les deux formes – polonaise et française – en fonction de la situation. Nous avons pris la décision de n'utiliser les formes françaises que dans le cas de Français d'origine polonaise qui en faisaient l'usage eux-mêmes, comme André Poniatowski ou François Pulaski (Pułaski).

Les signes diacritiques des patronymes et toponymes polonais sont conservés – Wrocław et Gdańsk, par exemple. En revanche, nous avons préféré utiliser les versions françaises des toponymes ayant une traduction usuelle – comme Varsovie et Cracovie (respectivement Warszawa et Kraków en polonais).

Concernant les sigles utilisés dans ce livre pour désigner les organisations polonaises les plus importantes en France, nous avons choisi leur version française, puisque des traductions usuelles et souvent même officielles ont déjà cours. Il s'agit surtout des principales organisations centrales des associations d'immigrés polonais en France de l'époque. C'est pourquoi la Centralny Związek Polaków we Francji (l'Union centrale des Polonais en France) est devenue l'UCPF, le Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji (le Comité polonais de libération nationale en France), devenu par la suite le Rada Narodowa Polaków we Francji (le Conseil national des Polonais de France), s'est mué en CPLN, puis en CNPF, et la Polskie Zjednoczenie Katolickie (l'Union des associations catholiques polonaises) est mentionnée par le sigle UACP.

La majorité des noms des associations polonaises dont il est question dans ce livre sont cependant abrégés selon les sigles polonais dans les cas où une version française du sigle n'était pas d'usage – l'Organizacja Pomocy Ojczyźnie (l'Organisation d'aide à la patrie), par exemple, est mentionnée par le sigle OPO et la Federacja Emigrantów i Robotników Polskich (la Fédération des

ouvriers et émigrés polonais en France) par le sigle FREP. D'autres associations ou institutions polonaises ne sont évoquées que dans leurs formes complètes françaises, sauf lors de la première citation qui en est faite dans cet ouvrage, où leur nom polonais est mentionné entre parenthèses.

12 Les ministères des différents gouvernements auxquels il est fait allusion dans le livre sont d'habitude mentionnés sans qu'il soit précisé de quel gouvernement il s'agit. Dans l'hypothèse où l'appellation d'un ministère particulier serait identique pour plusieurs gouvernements ou dans le cas où la situation pourrait prêter à confusion, une précision sera apportée. Pour le portefeuille de l'Enseignement, par exemple, le gouvernement français comptait dans sa structure le ministère de l'Éducation nationale, le gouvernement polonais de Varsovie avait son ministère de l'Instruction (Ministerstwo Oświaty) et le gouvernement polonais en exil à Londres son ministère de l'Instruction publique et des Cultes (Ministerstwo Wyznań Religijnych i Oświecenia Publicznego). Ainsi, il n'est pas nécessaire d'apporter des précisions supplémentaires, sauf dans le cas de la première occurrence. De même, le gouvernement français comptait un ministère du Travail et les gouvernements polonais en concurrence avaient leurs ministères du Travail et de la Protection sociale (Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej), c'est pourquoi il n'a pas semblé nécessaire d'explicitier l'expression « ministre du Travail » ; mais il fallait préciser à quel gouvernement se réfère l'appellation « ministère du Travail et de la Protection sociale ». C'est aussi le cas des ministères de l'Intérieur (en polonais : Ministerstwo Spraw Wewnętrznych), car les trois gouvernements comptaient dans leurs institutions des portefeuilles nommés de cette façon.

Dans le cas particulier des ministères des Affaires étrangères des deux pays, nous avons pris la décision d'utiliser le sigle MAE pour le portefeuille français et le sigle polonais MSZ (Ministerstwo Spraw Zagranicznych) pour ceux des gouvernements polonais en concurrence. Ce sont les seuls ministères dont les noms sont abrégés dans ce livre.

TROISIÈME PARTIE

**L'évolution de la perception  
du « maintien de la polonité » :  
des aléas de l'entre-deux-guerres  
à la fin des années 1940**



## LE CHANGEMENT DU STATUT DE L'ENSEIGNEMENT POLONAIS EN FRANCE

### L'ENSEIGNEMENT AU NIVEAU PRIMAIRE

La question de l'enseignement polonais constitua un des enjeux principaux de la vie des immigrés polonais en France. Les règles de fonctionnement du réseau des cours polonais pour les enfants de mineurs polonais dans des écoles des compagnies minières en France avaient été fixées en 1924 par la lettre écrite par Henri de Peyerimhoff, vice-président du Comité central des Houillères de France (CCHF), à Franciszek Sokal, ministre polonais du Travail et de la Protection sociale, chargé de la présidence de la délégation polonaise pour les affaires d'émigration. Le CCHF, institution puissante rassemblant les patrons des mines françaises, a « invité » les employeurs français à « inaugurer et à poursuivre » l'enseignement de la langue, de l'histoire et de la géographie polonaises dans des écoles françaises pour les enfants âgés de 7 à 14 ans. Dans les régions qui comptaient un grand nombre d'enfants polonais, on avait prévu l'ouverture d'écoles privées proposant l'enseignement d'autres matières en polonais et placées sous le contrôle des inspecteurs des académies. Ce fut le cas dans plusieurs compagnies minières du Nord et du Pas-de-Calais. En revanche, le nombre d'heures d'enseignement en polonais ne pouvait jamais dépasser la moitié du volume horaire total. Les moniteurs, munis d'une autorisation délivrée par le ministère polonais de l'Instruction publique et des Cultes et accrédités par une « commission privée d'examen », étaient employés par les patrons français. Les exploitations minières qui comptaient dans leurs colonies plus de 65 enfants polonais en âge d'aller à l'école furent invitées à créer ces cours polonais<sup>1</sup>. À partir de 1924, les enfants étrangers eurent la possibilité de suivre des cours dans leur langue maternelle dans les écoles publiques françaises en dehors du volume horaire réglementaire. L'année suivante, on définit que la

1 Pour le texte intégral de la lettre, voir : « L'accord Sokal-Peyerimhoff sur l'enseignement du polonais dans les écoles françaises de 1924 », dans Janine Ponty, *L'immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2003, p. 173-174. Voir aussi *ead.*, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990 (2<sup>e</sup> éd.), p. 156-157 ; Halina Janowska, *Polska emigracja zarobkowa we Francji, 1919-1939* [L'émigration économique polonaise en France, 1919-1939], Warszawa, Książka i Wiedza, 1964, p. 254.

présence des moniteurs polonais dans des écoles françaises ne devait être que temporaire, le temps nécessaire à l'assimilation des jeunes étrangers en France. L'ordonnance du ministère de l'Éducation nationale du 12 juillet 1939 relative aux des cours polonais dans des écoles publiques et privées en France prévoit que les parents devaient donner leur accord préalable pour que leur enfant suive les cours dispensés par un moniteur polonais dans un établissement français. Les directeurs des écoles françaises étaient dorénavant chargés de transmettre ces demandes aux inspecteurs des académies<sup>2</sup>.

250

C'est ainsi que les cours polonais devinrent populaires dans les principaux centres de la communauté polonaise en France : dans le Nord de la France, en Lorraine, en Normandie et dans la région de Montceau-les-Mines. Des cours polonais étaient ajoutés au volume horaire réglementaire en vigueur dans les écoles françaises. Comme l'a remarqué Janine Ponty, une telle forme d'autorisation avait permis au gouvernement français de contourner les lois scolaires promulguées sous Jules Ferry à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Toutefois, dans de nombreuses écoles des compagnies minières de cités où les immigrés polonais étaient surreprésentés, d'autres matières que la langue, l'histoire et la géographie étaient enseignées en polonais, et ce pendant l'horaire réglementaire.

La situation était un peu plus favorable pour l'enseignement polonais dans le bassin potassique alsacien. Dans les Mines domaniales de potasse d'Alsace (MDPA, détenues par l'État français), les cours polonais (langue, histoire et géographie) étaient intégrés à l'horaire scolaire ordinaire, selon les mêmes conditions que l'enseignement de l'allemand pour les enfants alsaciens. Cela représentait donc trois heures par jour, à partir du second semestre de la deuxième année de scolarité. Dans le cas des mines privées (KST), le modèle ressemblait davantage à ce qui avait cours dans le bassin houiller. Là, des cours polonais avaient lieu dans des écoles communales et en dehors de l'horaire ordinaire. En revanche, la quantité d'heures des cours polonais y était plus élevée : trois heures supplémentaires en plus des trois heures en remplacement des cours de l'allemand pour les enfants alsaciens<sup>4</sup>.

2 BPP, vers. 3218, *Jednolność: Szkolnictwo polskie we Francji (Szkielet historyczny), 1925-1955* [Brochure éphémère : l'enseignement polonais en France (esquisse historique), 1925-1955], Lens, Union indépendante des instituteurs polonais/*Narodowiec*, 1955 ; Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji Szkolnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, p. 33 ; Halina Janowska, *Polska emigracja zarobkowa we Francji, op. cit.*, p. 254, 260.

3 Janine Ponty, *L'Immigration dans les textes, op. cit.*, p. 174-175.

4 Yves Frey, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace (1918-1948)*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2003, p. 240-242.



L'expression « enseignement polonais en France », tant avant qu'après les hostilités, était loin de revêtir la même réalité sur tout le territoire français. Il pouvait en effet prendre différentes formes, comme :

- des cours dispensés sur la base de l'« accord » de 1924 et par des moniteurs rémunérés par des patrons (avant les nationalisations des années 1944 et 1946) ;
- des cours informels dispensés par des instituteurs polonais, relevant des associations polonaises ou du clergé polonais.

Au lendemain de la Libération, tous ces cours informels prenaient, selon la fréquence des leçons, l'appellation de « cours du jeudi » pour ceux dispensés le jeudi (à l'époque le jour de repos obligatoire pour tous les écoliers de France) ou un autre jour au cours de la semaine, et de « cours du soir », donnés tous les jours et souvent mentionnés dans les sources polonaises par l'appellation « écoles polonaises ».

Ces deux types de cours étaient dispensés hors du cadre scolaire français. Leur objectif avait évolué par rapport à l'entre-deux-guerres. Quand les cours du jeudi avaient été initiés, en 1933 (amenant, ensuite, à la création des cours du soir), par le consul général de Pologne à Lille à l'époque, Stanisław Kara, il s'agissait de renforcer la polonité des enfants immigrés par un enseignement complètement indépendant du contrôle français<sup>5</sup>. Au lendemain de la Libération, l'esprit de concurrence avec les Français ayant disparu et le contexte du conflit entre les deux gouvernements polonais en concurrence s'installant, deux nouvelles motivations prédominaient : proposer l'enseignement polonais dans les établissements français qui n'en dispensaient pas et assurer un enseignement indépendant des influences politiques du courant opposé qui s'exprimait au sein de l'immigration polonaise.

D'après un rapport préparé en 1945 par l'inspecteur général de l'Éducation auprès de l'ambassade de Pologne à Paris, Antoni Drągowski, à la veille de la seconde guerre mondiale, environ 30 000 enfants polonais (soit 60 % de tous les jeunes Polonais en France) avaient suivi divers cours dans les 250 établissements, animés par 180 enseignants polonais, dont 125 étaient « diplômés ». 23 000 jeunes Polonais avaient suivi des cours dispensés par des moniteurs polonais dans des établissements français et environ 7 000 petits Polonais avaient appris la langue et la culture de leur pays d'origine dans le cadre des cours du jeudi

5 Janine Ponty, *Polonais méconnus*, op. cit., p. 335 ; Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, p. 167 ; Halina Janowska, *Polska emigracja zarobkowa we Francji*, op. cit., p. 256, 258.

ou des cours du soir<sup>6</sup>. Cependant, ce dernier chiffre comprenait aussi les écoliers des « écoles maternelles » polonaises. Parmi les instituteurs « diplômés » on comptait aussi ceux qui ne possédaient que la *mala matura* (« petit baccalauréat », délivré après l'examen au sortir du « gymnase », d'habitude à l'âge de 15 ans, avant l'entrée au lycée pour deux années) ou un certificat de scolarité délivré après une scolarité de six ans au « gymnase inférieur » (selon le système scolaire polonais antérieur à 1932, ce certificat étant d'habitude délivré aux élèves âgés de 16 ans). D'après les statistiques fournies par Georges Mauco, en 1938, 52 672 enfants polonais suivaient des cours dans des écoles primaires publiques dans 86 départements de la France métropolitaine (nous n'avons pas de renseignements pour les départements de l'Aisne, du Maine-et-Loire, de l'Oise, et de la Sarthe), dont 16 140 dans le Pas-de-Calais (8 589 garçons et 7 551 filles) et 9 716 dans le Nord (5 094 garçons et 4 622 filles)<sup>7</sup>. Bien entendu, ces totaux ne prenaient pas en compte les élèves des écoles privées gérées par des compagnies minières.

252

Ce que les Polonais appelaient les « maternelles polonaises » n'étaient pas conçues comme telles par les autorités françaises. Il s'agissait en réalité d'un service de garderie d'enfants polonais en bas âge dont l'ouverture n'était soumise à aucune procédure auprès du ministère français de l'Éducation nationale ni des pouvoirs français locaux. Ces structures réunissant des enfants pouvaient toutefois subir un contrôle sanitaire à la demande des services de police. Les premières garderies avaient été créées par des religieuses polonaises dès le début des années 1920. En 1926, l'Union des instituteurs polonais en France avait créé des maternelles près des compagnies minières françaises. Dans les années 1930, la création de ces écoles maternelles avait été encouragée par le consul Kara, selon la même logique que celle encourageant les cours polonais dispensés aux primaires<sup>8</sup>.

Janine Ponty souligne à juste raison qu'on ne peut pas donner à ces lieux d'enseignement polonais le nom d'« écoles polonaises ». L'appellation « cours polonais » semble être bien plus appropriée. Les enseignants polonais, autorisés à travailler depuis 1924, n'avaient que le statut de « moniteurs » et étaient

6 PISM, A.17/4, rapport sur l'état de l'enseignement polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, [s.l.], fol. 131, 135 ; BPP, vers. 3218, *Jednodniówka: Wkład Emigracji w nauczanie polskie we Francji* [Brochure éphémère. L'apport des émigrés dans l'enseignement polonais en France], Union indépendante des instituteurs polonais, [après 1951], p. 28.

7 Calculs de l'auteur sur la base de : AN, 577 AP 5, statistiques des enfants étrangers dans des écoles primaires publiques en France, en 1938 et en 1946. Georges Mauco fut sans doute le plus important et le plus influent spécialiste de l'immigration de la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle en France (dans l'entre-deux-guerres, sous le régime de Vichy et après les hostilités).

8 Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 23-24 ; Janine Ponty, *Polonais méconnus*, op. cit., p. 335.

placés sous l'autorité des instituteurs français<sup>9</sup>. Autre précision : ces cours ne couvraient que l'éducation au niveau primaire.

Au lendemain de la Libération, les cours polonais reprirent progressivement. Dès le mois de juin 1944, ils furent placés sous le contrôle de l'inspection de l'Éducation auprès du ministre plénipotentiaire en France, puis de l'ambassade de Pologne à Paris. Le 12 septembre 1944, tous les enseignants polonais à plein temps furent à nouveau placés sous la responsabilité des consulats polonais. Chaque circonscription consulaire disposait de ses inspecteurs locaux de l'Éducation, qui contrôlaient le travail des enseignants polonais dans les colonies – tant des moniteurs polonais dans des établissements français que des instituteurs des cours du jeudi et des cours du soir. La structure de l'inspection de l'Éducation de l'ambassade de Pologne garda son organisation initiale après que le gouvernement varsovien eut été reconnu par la France, à la fin du mois de juin 1945. Au mois de mai 1946, tout le réseau de l'enseignement relevant de l'appareil d'État polonais en France fut subordonné au ministère de l'Instruction à Varsovie<sup>10</sup>.

Au 1<sup>er</sup> octobre 1944, on comptait en France 39 moniteurs polonais dans près de 48 établissements français, ce qui signifiait une perte d'environ 50 % par rapport à la veille des hostilités. Certaines compagnies minières avaient même posé des problèmes dans la reprise de ces cours<sup>11</sup>. Jusqu'au mois de mars 1945, le réseau des cours polonais réussit à reprendre sa dimension d'avant-guerre dans les circonscriptions consulaires de Lille, de Lyon et de Marseille. L'état de l'enseignement polonais dans la circonscription toulousaine était lui aussi satisfaisant du point de vue des représentants du gouvernement polonais en France. La situation était cependant plus difficile dans la circonscription de Paris. Il était alors trop tôt pour s'intéresser à la situation en Alsace et en Lorraine. Au 1<sup>er</sup> mars 1945, 27 340 enfants polonais en France suivaient les cours polonais, la plupart dans le cadre horaire prévu dans les établissements

9 Janine Ponty, *L'immigration dans les textes*, op. cit., p. 175 ; ead., *Polonais méconnus*, op. cit., p. 157. Cette remarque a également été faite par Edmond Gogolewski : v. « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/Revue du Nord, 1992, p. 175.

10 BPP, vers. 3218, *Jednościówka: Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 8 ; BPP, vers. 4115, lettre : comité régional de l'Union des Polonais de France à Marseille-comité régional à Alès, au comité directeur de l'Union des Polonais de France à Lyon, Alès, le 21 septembre 1944 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Associations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, p. 140.

11 « Szkolnictwo polskie we Francji » [L'enseignement polonais en France], *Narodowiec*, n° 77, 2 avril 1947, p. 1 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 176 ; id., *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 43.

français<sup>12</sup>. À la fin de l'année scolaire 1944-1945, c'est-à-dire à la veille de la nationalisation des écoles des compagnies minières et simultanément du passage de l'enseignement polonais dans des établissements français aux mains des autorités varsoviennes, le gouvernement polonais de Londres employait 350 enseignants et instructeurs<sup>13</sup>.

Les cours du jeudi et les cours du soir, dispensés dans des locaux privés (cafés, salles attenantes aux églises, sièges d'associations polonaises, etc.), furent repris par des associations polonaises. Au début du mois de mars 1945, on en dénombrait 123, pour plus de 2 500 élèves. Des associations polonaises s'occupaient aussi des 33 maternelles polonaises réparties sur le territoire français et qui accueillaient 1 859 enfants au 1<sup>er</sup> mars 1945<sup>14</sup>. L'enseignement polonais se heurtait à des problèmes pratiques, comme le manque de manuels et de fournitures scolaires<sup>15</sup>.

254

Dans le cas des enseignants des cours du jeudi et des cours du soir polonais, en dehors des établissements français, on peut déjà parler d'« instituteurs » de plein droit, en ce qu'ils n'étaient en rien subordonnés, contrairement aux moniteurs polonais dans des écoles françaises. Même si ces cours polonais avaient un caractère informel au regard des autorités françaises, ils étaient placés sous la dépendance d'un appareil d'État polonais, soit du ministère de l'Instruction du gouvernement varsovien, soit du ministère de l'Instruction publique et des Cultes du gouvernement en exil.

Jusqu'à la fin du mois de juin 1945, les cours polonais en France, supervisés par l'inspection de l'Éducation auprès de l'ambassade, suivaient le programme scolaire approuvé par le ministère polonais de l'Instruction publique et des Cultes en 1936<sup>16</sup>. Parallèlement à ce réseau scolaire, dès l'automne 1944, le Comité polonais de libération nationale en France (CPLN) créa ses propres cours polonais, concentrés notamment dans le département du Nord. Les premiers enseignants étaient des mineurs polonais et des femmes de mineurs.

12 PISM, A.17/4, rapport sur l'état de l'enseignement polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, [s.l.], fol. 132-133.

13 BPP, vers. 3218, *Jednodniówka: Szkolnictwo polskie we Francji, op. cit.*, p. 9 ; Roman Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej » [L'enseignement polonais en France après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 7, 1983, p. 184.

14 PISM, A.17/4, état des écoles maternelles polonaises en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, fol. 143-144.

15 Protocole de la réunion du Conseil des ministres tenue le 27 février 1945, dans *Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], 2008, p. 287.

16 PISM, A.17/4, rapport sur l'état de l'enseignement polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, [s.l.], fol. 134.

En juillet 1945, le CPLN avait créé 90 cours pour les enfants polonais, dispensés par 70 enseignants<sup>17</sup>.

Outre leur salaire versé par une compagnie minière ou par toute autre entreprise française employant des parents d'élèves polonais, les moniteurs polonais, nommés par l'ambassade de Pologne, percevaient une indemnité payée par les consulats polonais. L'enseignement polonais représentait six heures par jour dans les cas où les enfants polonais étaient nombreux (notamment dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais)<sup>18</sup>. À la fin de l'année scolaire 1944-1945, 285 moniteurs polonais dispensaient environ 390 cours dans des établissements français pour environ 29 000 enfants d'immigrés<sup>19</sup>.

Deux grands changements influencèrent fortement l'enseignement polonais en France dans la seconde moitié de 1945 : la nationalisation des mines, et par conséquent des écoles des compagnies minières, et la reconnaissance par la France du gouvernement polonais de Varsovie impliquant la reprise du contrôle sur l'ensemble des moniteurs polonais dans les établissements français par les représentants des autorités varsoviennes. La nationalisation des mines toucha directement 25 000 enfants polonais fréquentant les cours polonais dans des écoles privées des compagnies minières. Les Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais avaient déjà été créées au mois de décembre 1944. En mai 1946, les Charbonnages de France furent institués, englobant toutes les mines de charbon françaises. Les Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais devinrent ainsi les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Les cours polonais que suivaient les enfants des mineurs et qui étaient jusque-là financés par les patrons privés furent supprimés dans le Nord de la France dès l'année scolaire 1945-1946. Conformément à l'ordonnance du 2 novembre 1945, les écoles primaires privées gérées par les Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais devinrent publiques, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1945 (art. 1<sup>er</sup>). De même, les moniteurs polonais devaient dorénavant enseigner « conformément aux règlements et conventions en vigueur pour les écoles publiques » (art. 8), ce qui les priva de l'espoir d'être un jour intégrés au sein du corps enseignant français<sup>20</sup>.

17 Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », dans Edmond Gogolewski (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3), 1999, p. 198 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 96-97.

18 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflicts brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, p. 91.

19 BPP, vers. 4089, protocole de la réunion du comité directeur de l'UCPF, Paris, les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1945, p. 6.

20 Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 182 ; id., *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 50-51.

En effet, les directions des compagnies minières, dorénavant étatiques, maintinrent l'enseignement polonais pour les enfants de leurs employés, notamment de façon à contrer l'intense propagande en faveur du rapatriement menée par les militants des autorités varsoviennes. De même, au lendemain de la Libération, la quasi-totalité des inspecteurs de l'académie donnèrent leur accord provisoire pour l'enseignement de cours polonais dans les colonies polonaises. Il est évident que cette attitude indulgente – qui allait à l'encontre de la politique du gouvernement français, favorisant à l'époque l'assimilation totale des immigrés – était motivée par la crainte qu'avait l'industrie française de perdre sa main-d'œuvre polonaise, expérimentée et fort appréciée.

Deux changements importants sont à noter par rapport à l'entre-deux-guerres :

- 256
- la plupart des cours polonais cessèrent d'être financés par les Houillères ; d'après l'UCPF, dès la fin de l'année scolaire 1944-1945, les Houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais ne donnaient que 10 % de la somme attribuée avant guerre à l'enseignement polonais par des patrons privés<sup>21</sup> ; le financement des cours polonais par les Houillères cessa définitivement le 1<sup>er</sup> octobre 1946 ;
  - suivant l'ordonnance du 2 novembre 1945, les cours polonais devaient se limiter à l'enseignement de la langue, de l'histoire et de la géographie polonaises, toujours en dehors des horaires réglementaires, et cela indépendamment du nombre d'élèves polonais.

Ces deux changements sonnèrent la fin du modèle de l'enseignement polonais existant en France depuis 1924.

En conséquence on enregistra une nette diminution du nombre d'enfants polonais suivant des cours polonais dans le bassin minier, d'autant plus que les enfants qui fréquentaient des écoles gérées par des congrégations religieuses n'étaient plus autorisés à participer aux cours polonais dispensés dans les écoles publiques<sup>22</sup>.

Les cours polonais dans les établissements français étaient, de fait, devenus analogues aux cours du jeudi et aux cours du soir indépendants, à cette

21 BPP, vers. 4089, protocole de la réunion du comité directeur de l'UCPF, Paris, les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1945, p. 6. L'inspecteur général de l'Éducation, Antoni Dragowski, donna dans son rapport du 1<sup>er</sup> juillet 1945 le nombre de 275 moniteurs polonais employés par les consulats polonais en France. (PISM, A.46/23, note de l'inspecteur général de l'Éducation près l'ambassade de Pologne à Paris concernant les rémunérations des enseignants polonais, Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1945.)

22 Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 183.

différence près qu'ils étaient financés par les autorités polonaises (varsoviennes depuis le mois de juillet 1945). Après la nationalisation des mines, les contrôles des inspecteurs français des académies devinrent plus fréquents qu'auparavant, et les exigences professionnelles envers les moniteurs polonais augmentèrent<sup>23</sup>.

Les enfants polonais suivaient des cours portant sur l'histoire et la géographie de la Pologne et apprenaient la langue polonaise en dehors des horaires scolaires réglementaires, soit après la journée de classe ordinaire, soit pendant l'interclasse, soit le jeudi, à raison de deux heures par jour. Le financement du catéchisme par les directions des mines fut quant à lui irrémédiablement supprimé dès le mois de décembre 1945, puisque le principe de la laïcité devait être observé par les Houillères, devenues institution d'État française. Le catéchisme enseigné par des aumôniers polonais se poursuivait, mais en dehors des écoles publiques françaises.

D'autres modifications furent entraînées par la reconnaissance du gouvernement varsovien par les autorités françaises. Les contrats des moniteurs polonais furent résiliés par les représentants de la Pologne populaire, avec un mois de préavis<sup>24</sup>. Après le 1<sup>er</sup> juillet 1945, tous les intéressés devaient signer un nouveau contrat avec les autorités varsoviennes. Dans des colonies polonaises, les militants du CPLN (transformé dans le courant du même mois en CNPF) faisant partie des « commissions d'union » locales demandèrent initialement que chaque moniteur polonais déclare sa loyauté envers le nouveau gouvernement polonais, et même sa volonté de collaborer avec le CPLN/CNPF<sup>25</sup>. Cette tendance était semblable à celle des dernières années de l'entre-deux-guerres, quand les consuls polonais avaient exigé que tous les enseignants en France collaborent avec les comités des associations locales polonaises et qu'ils animent même un groupement polonais dans leur colonie<sup>26</sup>. L'ambassade de Pologne à Paris renonça bientôt à ces pratiques à la suite des protestations de nombreux moniteurs polonais, dont un certain nombre furent d'ailleurs limogés<sup>27</sup>. Plus dangereux pour l'enseignement polonais, les représentants du GPUN en France acceptèrent les candidatures d'enseignants non qualifiés, à condition qu'ils aient

23 « Brońmy szkoły polskiej » [Défendons l'enseignement polonais], *Sztandar Polski*, n° 38, 16 septembre 1945, p. 1.

24 BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/1, lettre privée : Jan Zdzisław Zaleski à Rosa Bailly, Gouvix (Calvados), le 20 juillet 1945.

25 Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 178-179.

26 Janine Ponty, *Polonais méconnus*, op. cit., p. 339.

27 PISM, A.17/22, « Prezes Centralnego Związku Polaków o pracach emigracji polskiej we Francji » [Le président de l'Union centrale des Polonais : sur des travaux de l'émigration polonaise en France], *Polonia Zagraniczna*, n° 6, 26 novembre 1945 ; BPP, vers. 3218, *Jednolnośćka: Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 9 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 179.

déclaré leur adhésion à la nouvelle Pologne populaire. En 1946, l'ambassade de Pologne à Paris supervisa 540 cours polonais que suivaient 32 132 enfants et 31 maternelles accueillant 1 147 enfants en bas âge<sup>28</sup>. Bien que les autorités polonaises de Varsovie eussent repris la main sur l'enseignement polonais, le courant londonien s'efforçait de poursuivre l'enseignement autonome pour les enfants polonais en France. L'éducation était en effet vue comme l'un des champs principaux du conflit avec les communistes, étant donné son importance dans la création des comportements et des opinions des jeunes citoyens. Mais les communistes polonais ne constituaient pas le seul danger pour les enfants polonais, selon le gouvernement londonien... La politique française d'intégration représentait, aux yeux des militants polonais en France, le risque d'une dépolonisation des jeunes Polonais<sup>29</sup>.

258

L'enseignement en France relevant des autorités polonaises de Londres était contrôlé par le délégué du ministère de l'Instruction publique et des Cultes, le père Augustyn Jakubisiak, remplacé après le mois de juin 1945 par le professeur Zygmunt Lubicz Zaleski, à son retour des camps de concentration d'Allemagne<sup>30</sup>. Ce dernier présidait le Comité central des études (Centralny Komitet Studiów, CKS), qui ne jouissait d'aucun statut juridique auprès des autorités françaises mais fut toutefois « reconnu de fait » par le ministère français de l'Éducation nationale<sup>31</sup>. À partir du 1<sup>er</sup> octobre 1946, tout le réseau de l'enseignement « indépendant » polonais en France ne fut subordonné qu'au CKS. Dorénavant, aucune relation officielle ni salariale ne liait plus les enseignants polonais à l'UCPF ni à l'UACP (Union des associations catholiques polonaises). La dépendance n'était qu'interne, au sein d'une association polonaise convenable<sup>32</sup>.

Une institution distincte, la Commission scolaire (Komisja Szkolna), s'occupait du partage des moyens financiers offerts par le gouvernement de Londres, exclusivement pour l'enseignement primaire. Il s'agissait du partage des fonds entre l'UCPF et l'UACP, ces deux organismes gérant les cours polonais indépendants des autorités varsoviennes. Il ne faut pas confondre

28 Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 198.

29 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 35, note sur les Polonais en France et leur vie associative, [s.l., après le 29 juin 1945], p. 7.

30 Le 18 juin 1945 encore, c'était le père Jakubisiak qui exerçait la fonction de délégué ministériel. (BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 12, *Niezależne Liceum Polskie we Francji. La Courtine – Les Ageux* [Le lycée polonais indépendant en France. La Courtine – Les Ageux], département éducation de l'Association d'entraide des anciens combattants polonais en France, Paris, 1949, p. 9.)

31 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, note pour la Polonia américaine intitulée « Student polski we Francji » [L'étudiant polonais en France], Paris, le 9 octobre 1948, p. 4-5.

32 BPP, vers. 4087, lettre : présidence de l'UCPF aux comités régionaux de l'UCPF, [Paris], le 11 septembre 1946.



cette Commission scolaire avec la commission mixte de l'UCPF et l'UACP, cette dernière étant composée des représentants de ces deux fédérations d'associations<sup>33</sup>. La Commission scolaire, relevant directement de l'appareil gouvernemental polonais de Londres, fut présidée par Antoni Dragowski (avant le 29 juin 1945, il avait été inspecteur général de l'Éducation auprès de l'ambassade de Pologne à Paris) puis par Zygmunt Markiewicz<sup>34</sup>.

Au cours de l'année scolaire 1945-1946, les deux principales fédérations d'associations polonaises en France ne reconnaissant pas le gouvernement varsovien, l'UCPF et l'UACP, dispensaient leurs propres cours aux enfants polonais. Du point de vue français, il ne s'agissait là que d'initiatives privées, ne concernant pas le ministère de l'Éducation nationale.

Voici le recensement des cours dispensés par l'UCPF :

- à la fin de l'année 1944-1945, encore sous la couverture de l'Union des Polonais de France : 54 cours de niveau primaire et 25 écoles maternelles<sup>35</sup> ;
- à la rentrée de l'année 1945-1946 : 70 cours du jeudi, 9 cours dans des établissements français et 17 écoles maternelles dispensés par 68 enseignants à 3 478 enfants ; parmi ces 68 instituteurs, seuls 12 avaient les qualifications requises, 5 étaient diplômés du secondaire, un prêtre, deux religieuses et 48 enseignants étaient mineurs ou ouvriers<sup>36</sup> ;

33 PISM, A.46/24, schéma de l'organisation de l'enseignement polonais et de l'action au sein de la jeunesse, approuvé par le ministère de l'Instruction publique et des Cultes, [s.l.], janvier 1947, p. 1-2 ; *ibid.*, commission scolaire : programme pour l'année scolaire 1947-1948, Paris, août 1947.

34 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, lettre : Z. Lubicz Zaleski à Zygmunt Nagórski, Paris, le 8 avril 1949.

35 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 264. Ces chiffres comprennent probablement les effectifs de l'Union des associations catholiques aussi, étant donné le nombre élevé de maternelles et le fait que l'UACP faisait partie de l'Union des Polonais d'avant-guerre.

36 J. Saber, « Akcja szkolno-oświatowa Centralnego Związku Polaków we Francji » [L'action scolaire et éducative de l'Union centrale des Polonais en France], *Syrena*, n° 10, 4 avril 1948, p. 1 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 9, 4 février 1946 ; Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 281-282 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 181 ; Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 196.

Un rapport du comité directeur de l'UCPF donna les chiffres différents : 54 cours du jeudi et 25 maternelles. (BPP, BPP 1172, rapport du comité directeur de l'UCPF de l'activité entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 décembre 1945, fol. 25 ; ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées.)

En revanche, le bulletin de l'UCPF au mois de janvier 1946 écrivit 72 cours du jeudi et 47 maternelles, gérés par l'Union pour environ 4 000 enfants polonais. Des maternelles dispensées par l'UACP furent probablement comptées parmi les points de l'UCPF. *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 1, 15 janvier 1946, cité dans Roman

- à la fin de l'année scolaire 1945-1946, c'est-à-dire à l'apogée de l'activité scolaire de l'UCPF : 102 cours du jeudi et 25 maternelles<sup>37</sup> ;
- au cours de l'année 1946-1947 : 40 cours du jeudi pour quelque 1 200 enfants, 4 cours du soir pour 240 élèves et 10 maternelles pour 348 enfants en bas âge, soit un effectif total de 1 788 enfants<sup>38</sup> ;
- au cours de l'année scolaire 1947-1948 (au 1<sup>er</sup> mars 1948) : 26 cours du jeudi, 1 bourse à La Madeleine (Nord) avec un enseignement polonais supplémentaire et 8 maternelles, pour un total de 1 600 enfants<sup>39</sup> ;
- à la rentrée de l'année scolaire 1948-1949 : 25 cours du jeudi et 2 maternelles, pour moins de 800 enfants<sup>40</sup> ;
- dans le courant de l'année scolaire 1949-1950 : 13 cours du jeudi, dispensés par 12 enseignants à 649 enfants<sup>41</sup>.

260

L'enseignement de l'UCPF se développa dès la Libération et jusqu'à la fin de l'année scolaire 1945-1946, période correspondant au moment où les directions des compagnies des HBNPC décidèrent définitivement d'arrêter de subventionner tout l'enseignement polonais. En outre, c'est à cette période que les financements de l'enseignement polonais en France par le gouvernement polonais en exil commencèrent à s'épuiser. La diminution progressive, depuis 1946, du nombre de cours dispensés par l'UCPF et du nombre d'enfants polonais participant à ces cours était évidente.

En ce qui concerne les cours dispensés par l'UACP, les chiffres étaient les suivants :

- pour l'année 1946-1947 : 10 cours du jeudi pour 262 enfants, 4 cours du soir pour 188 élèves et 7 écoles maternelles pour 350 enfants, soit au total 800 enfants<sup>42</sup> concernés ;

---

Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », art. cit., p. 188.

37 « Koniec roku szkolnego » [La fin de l'année scolaire], *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 12, 1<sup>er</sup> juillet 1946, p. 7 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 181.

38 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France, [1948], p. 2 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 283.

39 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France, [1948], p. 2.

40 *Ibid.*, p. 3.

41 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, liste des points scolaires de l'UCPF dans le courant de l'année scolaire 1949-1950.

42 *Ibid.*, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France, [1948], p. 2. D'autres chercheurs citent des chiffres différents, fournis par la revue catholique polonaise *Polska Wiernia* : 10 cours du jeudi, 30 cours du soir pour filles et garçons et 15 maternelles, pour 1 355 élèves et 658 enfants dans les maternelles. Il est probable qu'au sein de cette trentaine de cours du soir se trouvaient entre autres 18 cours professionnels pour filles

- pour l'année scolaire 1947-1948 (au 1<sup>er</sup> mars 1948) : 7 « cours de jeudi » [sic] et 9 classes maternelles, pour 1 115 enfants<sup>43</sup> ;
- pour l'année scolaire 1948-1949 : 7 cours du jeudi et 14 maternelles, pour 842 enfants<sup>44</sup>.

L'enseignement géré par l'UACP était moins important que celui de l'UCPF, mais avait la particularité d'être plus stable. D'une année à l'autre, la part des maternelles dans l'ensemble des enseignements dispensés par des associations catholiques augmentait. Bien que les deux unions eussent créé en 1948 une commission scolaire commune, leurs cours restaient distincts les uns des autres. À partir de l'année 1949-1950, après que le Congrès de la Polonia de France (Kongres Polonii Francuskiej, CPF) avait été créé, les cours dispensés par l'UACP passèrent sous la responsabilité de cette nouvelle fédération. À la rentrée de l'année 1949-1950, quelque 1 500 enfants suivirent des cours polonais dispensés par environ 60 enseignants, rétribués modestement par le Congrès<sup>45</sup>. La même année, l'enseignement de l'UCPF occupait une place très minoritaire dans la vie des immigrés polonais de France. Les cinq derniers cours polonais de l'UCPF furent définitivement fermés en 1952<sup>46</sup>. Au fil des années, les deux fédérations d'associations polonaises indépendantes du gouvernement polonais de Varsovie se spécialisèrent dans d'autres types des cours. Si l'UCPF maintenait les cours du jeudi – en proportion toutefois moindre –, l'UACP se concentra principalement sur la gestion des maternelles.

---

et garçons, mentionnés dans la notice relevant des archives privées du délégué Zygmunt Lubicz Zaleski. Ces cours accueillèrent des adolescents n'ayant plus l'âge de suivre des cours de niveau primaire. « Działalność oświatowa Polskiego Zjednoczenia Katolickiego za rok 1946/1947 » [L'activité éducative de l'Union des associations catholiques polonaises au cours de l'année 1946-1947], *Polska Wiema*, n° 13-14, 28 mars 1948, p. 7-8 ; Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 332 ; Roman Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », art. cit., p. 190 ; Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 197 ; Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonaises en France*, op. cit., p. 403.

- 43 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France, [1948], p. 2. Edmond Gogolewski donna deux chiffres différents : 10 (à la rentrée de l'année scolaire) ou 11 (en 1948) cours du jeudi et 7 maternelles, dispensés par l'UACP dans l'année scolaire 1947-1948. Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 187 ; *id.*, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 47
- 44 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France, [1948], p. 3 ; *ibid.*, rapport de la Commission scolaire mixte de l'UCPF et l'UACP sur l'action scolaire au 15 juin 1949. Un autre rapport mentionne 20 cours dispensés dans l'année 1948-1949 par l'UACP, sans préciser de quel type de cours il s'agit (*ibid.*, statistiques de la commission scolaire de l'UACP pour l'année scolaire 1948-1949.)
- 45 Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 189 ; *id.*, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 52.
- 46 *ibid.*, p. 50.

Tableau 16. Statistiques de l'enseignement primaire polonais et des maternelles polonaises, dits indépendants en France

Année scolaire	Union centrale des Polonais en France		Union des associations catholiques polonaises	
	Nombre de cours primaires et de maternelles	Nombre d'enfants concernés	Nombre de cours primaires et maternelles	Nombre d'enfants concernés
1945-1946	96	3 478	?	?
1946-1947	54	1 788	21	800
1947-1948	35	1 600	16	1 115
1948-1949	27	> 800	21	842

Tableau établi par l'auteur. Sources : BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France relevant du gouvernement polonais de Londres, [1948]; J. Saber, « Akcja szkolno-oświatowa Centralnego Związku Polaków we Francji », *Syrena*, n° 10, 4 avril 1948, p. 1.

262

À la lecture des sources, il faut garder à l'esprit que l'UCPF – qui, entre 1945 et 1948, essaya en vain de persuader les associations catholiques d'entrer dans sa structure – incluait souvent dans ses statistiques les cours dispensés par l'UACP. Les statistiques fournies par le bulletin de l'UCPF au mois de janvier 1946 souffrent probablement de ce vice : il est presque certain que sur les 47 maternelles polonaises mentionnées, au moins 30 étaient gérées par l'UACP<sup>47</sup>. Cette pratique de l'UCPF fut explicitement confirmée dans divers articles et brochures les années suivantes. Il faut aussi garder à l'esprit que, la plupart du temps, les sources émanant d'organismes différents quels qu'ils soient nous donnent des chiffres différents quant à l'état de l'enseignement polonais en France. C'est pourquoi, lorsqu'on mentionne une statistique, il convient de choisir la source la plus crédible. De plus, les cours polonais donnés dans l'année 1945-1946 dans neuf écoles françaises par des enseignants simplement liés à l'UCPF et indépendants des consulats polonais étaient présentés par l'Union comme dispensés par elle, et parfois même comme des « écoles polonaises » de l'Union<sup>48</sup>. Cela n'était que l'attitude négative de certains établissements français envers les changements des moniteurs polonais qui décidait dans ces neuf cas. Les années suivantes, des cours du soir indépendants dispensés plusieurs fois par semaine furent aussi désignés comme « écoles polonaises ».

Tant l'UCPF que l'UACP réclamèrent en vain une subvention de la part du gouvernement français pour ces cours polonais<sup>49</sup>. À côté de l'enseignement polonais dispensé dans des établissements français par des moniteurs polonais

47 *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 1, 15 janvier 1946, cité dans Roman Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », art. cit., p. 188.

48 Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 196.

49 Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, p. 196-197.

supervisés par les autorités polonaises de Varsovie, ce courant disposait aussi de ses propres cours du jeudi et de ses maternelles. Ils étaient gérés par le Conseil national des Polonais de France (CNPF), assujetti aux autorités varsoviennes. On observa des conflits entre des associations londoniennes et les associations varsoviennes concernant la gestion des cours polonais dans une même localité, notamment au début de l'année scolaire 1945-1946. En général, des militants du CNPF voulaient reprendre des cours gérés jusque-là par l'UCPF (les « catholiques » n'étaient pas attaqués par les communistes, qui à l'époque cherchaient en vain à collaborer avec l'UACP). Il n'était pas rare que des rixes fussent provoquées pendant des leçons<sup>50</sup>. La situation se calma avant la fin de l'année 1945, grâce aux interventions très résolues des services français.

Les moniteurs rémunérés par les consulats de la Pologne populaire reçurent l'interdiction de coopérer avec le réseau alternatif de l'enseignement polonais. Des moniteurs polonais exerçant dans des écoles françaises et qui transgressèrent cette interdiction furent privés de l'indemnité versée par le consulat qui venait compléter le salaire de base assuré par la France<sup>51</sup>. Après la nationalisation des écoles des compagnies minières, la situation matérielle des moniteurs devint difficile. Leur pouvoir d'achat fut divisé par deux par rapport à la fin de l'entre-deux-guerres. En outre, les moniteurs polonais n'étaient plus concernés par les droits sociaux accordés aux fonctionnaires des Houillères, comme les prestations de la caisse d'assurance maladie et de la caisse autonome, ainsi que la retraite vieillesse attribuée par les Houillères, sans parler du charbon donné par la compagnie<sup>52</sup>. Au début de l'année scolaire 1947-1948, ils ne percevaient qu'entre 5 000 et 7 000 francs par mois<sup>53</sup>.

Bien entendu, les instituteurs enseignant en dehors du système officiel, c'est-à-dire donnant des cours du jeudi et des cours du soir indépendants, n'étaient rémunérés que par les autorités polonaises de Londres, qui disposaient, elles aussi, de moyens de plus en plus limités. Le gouvernement en exil, par l'intermédiaire de l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol),

50 Par exemple, en octobre 1945, quatre militants communistes firent irruption pendant un cours à Firminy (Loire), en annonçant qu'ils prenaient possession de la classe. La gendarmerie française dut intervenir et les cours dispensés par l'UCPF ne furent dorénavant plus troublés. (BPP, BPP 1172, [J. Skrzyyp.], « Oszczercy spod znaku "Rady Narodowej" napiętnowani wyrokiem sądowym » [Des diffamateurs du « Conseil national » stigmatisés par un verdict judiciaire], *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 6, 1<sup>er</sup> avril 1946, p. 16.)

51 PISM, A.17/4, rapport n° 2 sur l'état de l'enseignement polonais en France, Paris, le 6 décembre 1945, fol. 170.

52 Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 184 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 334.

53 A MSZ, série 6, art. 994, rapport périodique : ambassade de Pologne à Paris au MSZ, Paris, le 7 octobre 1947, fol. 494.

octroyait des moyens financiers à la Commission scolaire (Komisja Szkolna), située à Paris<sup>54</sup>, qui répartissait ces fonds entre l'UCPF et l'UACP. Dès le début de l'année scolaire 1946-1947, les difficultés financières des autorités polonaises en exil devinrent évidentes : si les cours polonais de primaire furent pleinement subventionnés, les établissements d'enseignement secondaire (dirigés par des congrégations religieuses polonaises en France) s'en virent privés<sup>55</sup>. Dès 1946, on ne parlait plus de développer les cours polonais, l'objectif principal étant le maintien de l'état actuel. La subvention pour l'année 1947-1948 avait déjà bien été amputée<sup>56</sup>. Faute de moyens gouvernementaux, le financement de l'« enseignement indépendant » s'appuyait dorénavant de plus en plus sur les grandes quêtes annuelles conduites par l'UACP et l'UCPF. La situation des instituteurs polonais anticommunistes s'aggravait de manière générale au fil des années, de sorte qu'ils vivaient au-dessous du revenu minimal requis à l'époque en France. Au début de 1946, l'UCPF rémunérait 53 instituteurs<sup>57</sup>. D'après un rapport du comité directeur de l'UCPF, en 1947, les instituteurs des cours du jeudi dispensés sous l'égide de l'Union n'avaient perçu qu'un tiers du salaire minimum vital requis pour cette année-là<sup>58</sup> !

Tableau 17. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1945-1946

Type de cours	Enseignement « consulaire »		Enseignement de l'UCPF	
	Postes	Nbre d'enfants concernés	Postes	Nbre d'enfants concernés
Cours du soir et cours du jeudi	540	33 279*	79	3 478
Maternelles	31		17	

Tableau établi par l'auteur. Sources : J. Saber, « Akcja szkolno-oświatowa Centralnego Związku Polaków we Francji », *Syrena*, n° 10, 4 avril 1948, p. 1 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 9, 4 février 1946 ; Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Associations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, p. 281-282 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, 1992, p. 181 ; Roman Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », art. cit., p. 187.

\* 32 132 élèves des cours polonais au niveau primaire et 1 147 enfants dans les maternelles.

54 Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil*, op. cit., p. 197.

55 PISM, A.46/23, lettre : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Władysław Folkierski, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Paris, le 2 octobre 1946 ; *ibid.*, lettre : W. Folkierski à K. Morawski, Londres, le 14 novembre 1946.

56 PISM, A.46/24, lettre : W. Folkierski, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, Londres, le 3 septembre 1947.

57 Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 197.

58 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 267.

Au fil des années, les cours « consulaires » au niveau primaire, à caractère d'habitude apolitique en 1945, avaient profondément changé, pour devenir un instrument de lourde propagande communiste. Le durcissement dans la politique scolaire des représentants de Varsovie s'accéléra en novembre 1947, après que Feliks Wnorowski, spécialiste en pédagogie éducative et chercheur à l'université Jagellonne avant la guerre, cessa d'exercer la fonction d'inspecteur général de l'Éducation<sup>59</sup>. Cependant, la plupart des moniteurs polonais n'arrivaient pas à temps avec le changement de leur manière de travail. Beaucoup d'entre eux étaient compétents et indépendants dans leur travail, et la majorité utilisait les mêmes manuels que les instituteurs des associations relevant du gouvernement de Londres (UCPF) ou indépendantes (UACP). D'après l'opinion du ministre polonais des Affaires étrangères exprimée au mois de septembre 1948, seuls 10 à 12 % des moniteurs suivaient les directives des autorités de la Pologne populaire et coopéraient « de manière plus ou moins active et sincère » avec les associations « démocratiques » (relevant du gouvernement varsovien) en France<sup>60</sup>. D'après les sources émanant du gouvernement polonais de Londres, au début de l'année 1948, sur les quelque 320 moniteurs polonais exerçant dans le système de l'enseignement « consulaire » polonais en France, environ 140 seulement étaient diplômés et qualifiés<sup>61</sup>. Si l'on combine ces deux faits, il devient évident que le nombre de cadres voulant travailler dans l'enseignement polonais consulaire était peu élevé, ce qui correspond bien avec les conditions difficiles de leur vie, décrites plus haut.

Les moniteurs polonais ne s'identifiant pas aux idées communistes – l'écrasante majorité d'entre eux – travaillaient avec la crainte permanente d'être radiés par les autorités consulaires polonaises et de perdre ainsi leur seul moyen de subsistance. Ils risquaient aussi de pouvoir être rappelés en Pologne, comme tout fonctionnaire, placés sous la surveillance permanente des militants du CNPF. Dans le même temps, ils étaient souvent accusés par les aumôniers polonais ou par les militants d'associations anticommunistes des colonies polonaises d'être eux-mêmes communistes ou du moins les espions du gouvernement varsovien.

La réputation des moniteurs polonais fut mise en cause lorsqu'entrèrent au sein de ce corps pédagogique des adeptes de cours raccourcis – trois semaines seulement! –, organisés pour des militants des associations provarsoviennes comme « Grunwald », l'Union des femmes polonaises « Maria

59 F. Wnorowski était inspecteur général de l'Éducation près l'ambassade de Pologne à Paris entre le 1<sup>er</sup> novembre 1946 et le 17 novembre 1947 (archives de l'université Jagellonne à Cracovie (AUJ), S II 619, dossier individuel de F. Wnorowski, *curriculum vitae*, Cracovie, le 10 mai 1949).

60 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 162.

61 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France, relevant du gouvernement polonais de Londres, [1948], p. 3.

Konopnicka », l'Organisation d'aide à la Patrie ou encore les conseils nationaux polonais locaux<sup>62</sup>.

Paradoxalement, il ne s'agissait là pratiquement que d'anciens moniteurs déjà en poste à la veille des hostilités, et qui s'accrochaient encore à leur fonction à la fin des années 1940. Ils étaient difficiles à remplacer à la fois faute d'effectifs alternatifs, mais aussi parce qu'ils étaient fortement implantés dans la communauté locale<sup>63</sup>.

En 1948, le réseau des cours polonais relevant des autorités varsoviennes s'étendait dans la quasi-totalité des principales colonies d'immigrés du Nord et du Pas-de-Calais, ce que les dirigeants du courant opposé reconnaissaient. Malgré la prédominance évidente de l'enseignement consulaire sur les cours indépendants, il était clair que le nombre d'enfants participant aux cours polonais diminua fortement à partir de la Libération. En 1948, l'enseignement consulaire ne s'adressait qu'à 19 172 enfants (les maternelles incluses), alors qu'en 1946, 33 279 enfants suivaient ces cours. Cela signifiait une chute de 42,39 % en deux ans<sup>64</sup>. Les cours polonais dispensés par le courant varsovien perdaient des adeptes, mais pas en faveur du courant londonien. Les parents qui avaient cessé d'envoyer leurs enfants à des cours consulaires renoncèrent à confier leurs enfants à un système d'enseignement polonais organisé.

Parfois l'enseignement polonais était mis en difficulté à cause d'un conflit opposant la direction d'une école française à un inspecteur consulaire de l'Éducation. Ce fut le cas des mines de Bruay, où la direction de l'école française ne voulut pas laisser entrer des moniteurs polonais dans ses locaux. Ce sont au total 1 500 enfants qui pouvaient être concernés par ces querelles. Les parents – peu nombreux – qui désiraient malgré tout que leurs enfants suivent un enseignement polonais devaient les envoyer à des cours indépendants à Haillicourt (Pas-de-Calais), distant de quatre kilomètres des mines<sup>65</sup>.

La situation de l'enseignement polonais dit consulaire s'améliora à partir du 19 février 1947, lorsque la France et la Pologne signèrent la convention relative à la collaboration intellectuelle. Bien que les deux parties contractantes ne se

62 Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji, op. cit.*, p. 221.

63 Maryla Laurent, « L'abandon de la polonité, un acte volontaire ou une attitude induite ? », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France, op. cit.*, p. 123-124 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 200.

64 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 267 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 192 ; Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 199-200 ; Roman Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », art. cit., p. 187.

65 « Znamienny apel rodzicielski: "Pozwólcie naszym dzieciom uczyć się po polsku" » [Un appel significatif des parents: « Permettez à nos enfants d'apprendre en polonais »], *Gazeta Ludowa*, n° 1, 3 janvier 1947, p. 2.



fussent pas mises d'accord sur le statut des cours polonais, les réunions régulières de la commission mixte culturelle franco-polonaise offrirent aux Polonais quelques satisfactions.

La Pologne désirait un accord autorisant trois heures de cours polonais par semaine dans le cadre de l'horaire réglementaire dans les écoles dans lesquelles exerçait un moniteur polonais, et six heures dans le cas où la présence des enfants polonais était particulièrement forte. Les autorités françaises acceptèrent que les trois heures de cours polonais par semaine soient intégrées dans l'horaire réglementaire des établissements français dans le cas d'écoles où les enfants polonais constituaient plus de la moitié de l'effectif total. Cet accord n'était toutefois que temporaire, pour un délai probatoire. Il s'agissait là d'un compromis entre les deux États, même s'il était évident que la France avait l'avantage dans ces négociations. En 1949, dans la circonscription consulaire lyonnaise, l'enseignement polonais à raison de trois heures par semaine sur la grille horaire réglementaire concerna 11 écoles publiques sur les 66 établissements français dispensant des cours polonais. En général, dans la France entière, les élèves polonais de primaire suivaient 6 heures de cours polonais par semaine. Les moniteurs polonais étaient toujours rémunérés par l'État polonais, même ceux qui enseignaient sur l'horaire réglementaire. Quelques-uns seulement percevaient un supplément de salaire versé par les directions d'écoles françaises<sup>66</sup>.

Grâce à une décision de la commission mixte franco-polonaise, les moniteurs polonais eurent en outre le droit d'enseigner dans tout leur département, alors qu'ils n'avaient auparavant le droit d'exercer que dans la seule école à laquelle ils étaient rattachés. En mai 1949, on dénombrait 295 moniteurs polonais consulaires, dont seuls 115 disposaient du diplôme requis<sup>67</sup>.

Ces concessions restaient bien maigres au regard du statut de l'enseignement polonais des années 1924-1946. D'ailleurs, dans certaines localités le nombre d'heures des cours polonais diminua même du fait de contrôles plus stricts des compétences des moniteurs polonais par les académies françaises (un certain nombre de moniteurs virent leur autorisation d'enseigner retirée, et certains candidats ne reçurent pas le droit de dispenser des cours)<sup>68</sup>.

La plus grande victoire varsoivienne porte sur la question des manuels polonais. La France autorisa en effet l'introduction de nouveaux manuels polonais sur

66 A MSZ, série 20, art. 49, consulat de Pologne à Lyon : rapport sur l'activité des Polonais, au 1<sup>er</sup> avril 1949, [Lyon, avril 1949], fol. 166-168.

67 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 159, 161.

68 A MSZ, série 6, art. 1001, copie de l'aide-mémoire : ambassade de Pologne à Paris à Raymond Bousquet, ministre plénipotentiaire et directeur général au MAE, Paris, [juillet 1948], fol. 108-109.

son territoire. Les manuels d'histoire et de géographie polonaises publiés en Pologne populaire après 1944 intégraient de tout nouveaux contenus comme « le socialisme en tant que nécessité historique », la révolution d'Octobre en Russie, le *Manifeste du Parti communiste* et même... « les sections du Conseil national des Polonais en France ». Ces manuels étaient dorénavant les seuls à pouvoir être utilisés dans le cadre des cours polonais dans des établissements français. Ainsi, les directeurs des écoles françaises anticommunistes n'eurent plus la possibilité d'imposer l'usage d'anciens manuels au détriment de ceux préconisés par les inspecteurs de l'Éducation relevant des autorités polonaises de Varsovie<sup>69</sup>.

Tableau 18. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1947-1948

Type de cours	Enseignement consulaire		Enseignement de l'UCPF		Enseignement de l'UACP	
	Postes	Enfants	Postes	Enfants	Postes	Enfants
Cours du soir et cours du jeudi	500	19 172*	26	1 600	7	1 115
Maternelles	16		8		9	

Tableau établi par l'auteur. Sources : BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, notice sur l'état de l'enseignement primaire polonais en France, relevant du gouvernement polonais de Londres, [1948], p. 2 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 192 ; Roman Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », *art. cit.*, p. 188.

\* 18 639 élèves des cours polonais de niveau primaire et 533 enfants dans les maternelles.

Le courant anticommuniste disposait aussi de deux internats pour les élèves polonais issus de l'ancienne immigration : un ouvert en 1946 à La Madeleine, près de Lille (Nord), et un à Voiron (Isère), ayant été repris des mains de la CRP. Ces internats, dans lesquels vivaient quelques dizaines de jeunes Polonais, étaient gérés par l'UCPF. En 1948, l'internat de Voiron fut fermé, tandis que celui à La Madeleine (avec 28 garçons polonais) passa aux mains de la Société de secours aux Polonais en France (SSP), l'équivalent de la CRP pour le courant londonien. Cet internat fut utilisé pour des « buts polonais » jusqu'en 1950<sup>70</sup>. Il faut aussi mentionner l'internat de garçons de Nîmes (Gard), dirigé depuis 1942 par la Young Men's Christian Association (YMCA) polonaise. Une quarantaine d'élèves de l'École pratique de commerce et d'industrie et de

69 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, *op. cit.*, p. 92, 94-95, 159 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », *art. cit.*, p. 185.

70 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 35, note sur les Polonais en France et leur vie associative, [s.l., après le 29 juin 1945], p. 4-5 ; BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, plan du travail du département culture et éducation de la PWML entre avril et juillet 1948 et pour l'année 1948-1949, Paris, le 5 avril 1948, p. 11 ; PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 264, 268 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 34, lettre : UCPF à la SSP en France, Paris, le 18 juillet 1950.

primaire supérieure, issus de l'ancienne immigration y habitaient et suivaient des cours au collège moderne et technique local. L'internat dispensait également des cours polonais<sup>71</sup>. Au mois de juillet 1945, la direction de la YMCA polonaise en France se subordonna aux autorités varsoviennes. Les élèves logés à l'internat purent jouir de la bourse attribuée par l'ambassade de Pologne à Paris, mais la direction de l'internat nîmois restait suffisamment indépendante pour que les autorités en exil à Londres le subventionnent aussi. Au début de 1947, 32 élèves polonais habitaient l'internat de la YMCA, qui ferma à l'issue de l'année scolaire 1949-1950<sup>72</sup>. Les associations polonaises provarsoviennes, notamment l'Union de la jeunesse polonaise « Grunwald » et l'Union des éclaireurs polonais, organisaient des colonies de vacances pour les enfants d'immigrés polonais. Ainsi, en 1948, plus de 14 000 enfants et adolescents polonais passèrent leurs vacances en France. Le gouvernement polonais de Varsovie proposa aussi des colonies de vacances en Pologne. En 1948, 750 enfants polonais – ils seront 1 175 l'année suivante – passèrent leurs vacances en Pologne, où ils pratiquèrent la langue polonaise et où on les initia aux succès de la Pologne populaire. Les autorités varsoviennes désiraient que cette expérience pousse les parents à retourner en Pologne. Cette action était contestée, tant par les militants du gouvernement polonais en exil que par les autorités françaises, qui craignaient que les jeunes Polonais soient influencés par l'idéologie communiste<sup>73</sup>.

De son côté, le courant antivarsovien organisait ses propres colonies de vacances. Durant l'été 1946, quelque 1 000 garçons et filles issus de l'immigration polonaise partirent partout en France dans le cadre de six colonies

71 PISM, A.17/4, rapport sur l'état de l'enseignement polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, [s.l.], fol. 139.

72 Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 123 ; PISM, A.46/24, schéma de l'organisation de l'enseignement polonais et de l'action au sein de la jeunesse, approuvé par le ministère de l'Instruction publique et des Cultes, [s.l.], janvier 1947, p. 2.

73 Maria Pasztor et Dariusz Jarosz, « Kolonie letnie dla dzieci polonii francuskiej w latach 1948-1955 (organizacja, przebieg, skutki) » [Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France dans les années 1948-1955 (l'organisation, le déroulement, les résultats)], dans Halina Parafianowicz (dir.), *Polska w Europie i świecie w XX stuleciu: prace ofiarowane Panu Profesorowi Marianowi Leczykowi w 75-lecie urodzin* [La Pologne en Europe et dans le monde au XX<sup>e</sup> siècle. Travaux offerts au Professeur Marian Leczyk à l'occasion de son 75<sup>e</sup> anniversaire], Białystok, Wydział Historyczno-Socjologiczny Uniwersytetu w Białymstoku [faculté d'Histoire et de Sociologie de l'université de Białystok], 2001, p. 420-421 ; Maria Pasztor et Dariusz Jarosz, *Conflicts brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 167, 169-170 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 188 ; Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 199. Jan Gruszyński donna des chiffres un peu différents : 600 enfants d'immigrés polonais en France partis pour les vacances en Pologne en 1948 et 1 178 l'année suivante (Jan Gruszyński, *Społeczność polska we Francji, 1918-1978. Problemy integracyjne trzech pokoleń* [La Communauté polonaise en France, 1918-1978. Problèmes de l'intégration de trois générations], Warszawa, PWN, 1981, p. 290).

organisées par l'UCPF. Ce fut là l'apogée de cette initiative. L'année précédente en effet, les colonies organisées par l'Union avaient réuni 700 enfants, et elles ne comptaient que 270 enfants en 1947, effectif qui tomba à 220 l'été suivant<sup>74</sup>. Depuis l'été 1946, des colonies de vacances étaient également organisées par l'Union des associations d'enfants, faisant partie de l'UACP. Les organisateurs de ces colonies bénéficiaient des centres des pallottins à Chevilly et à Osny. Ces initiatives pouvaient concerner quelques centaines d'enfants immigrés chaque année<sup>75</sup>.

270

C'est ainsi que l'enseignement polonais en France se divisa en deux camps en concurrence, d'un côté l'enseignement consulaire relevant des autorités polonaises de Varsovie, de l'autre son homologue indépendant, relevant des associations polonaises en France ne reconnaissant pas l'autorité de la Pologne populaire. Dans une même ville ou dans un même quartier il y avait parfois deux cours polonais opposés. Cette concurrence s'affichait sur les enfants qui se distinguaient par les insignes qu'ils arboraient : certains affichaient l'aigle blanc couronné d'or, emblème de la Pologne avant la guerre, d'autres portaient des faluches ornées du même aigle, sans couronne, l'emblème de la Pologne populaire. Même si les enfants ne comprenaient pas la nature de ces conflits, ils se demandaient les uns aux autres si eux ou leurs parents étaient « fascistes » ou « communistes ».

#### L'ENSEIGNEMENT AU NIVEAU SECONDAIRE

Pendant les hostilités, la communauté polonaise en France s'était dotée d'une véritable école secondaire polonaise. Au lendemain de la Libération, le « gymnase » et lycée Cyprian-Norwid de Villard-de-Lans fut placé sous la gestion de la section française de la CRP et Ernest Berger fut confirmé dans sa fonction de directeur, qu'il occupait depuis mars 1944. Conformément au système scolaire polonais d'avant-guerre la scolarité au « gymnase » durait quatre années, à partir de l'âge de 11 ans. En 1944 avait été créée la première classe du « gymnase », qui n'existait pas durant les hostilités. Ce cycle de quatre ans se terminait par un examen nommé *mała matura* (le « petit baccalauréat »), qui fut supprimé en 1945. Venaient ensuite la scolarité au lycée, dans une classe dont l'élève choisissait la section (lettres ou mathématiques et physique),

74 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 264; BPP, vers. 4090, lettre : présidence de l'UCPF au délégué pour la France du American Polish War Relief, [Paris], le 30 juin 1948; Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 284; Wiesław Hładkiewicz, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », art. cit., p. 197.

75 Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 381.

que sanctionnait, après deux années, la *matura*, équivalente au baccalauréat français<sup>76</sup>. Au fil des années, depuis la création de l'école en 1940, la proportion entre les élèves originaires de l'ancienne immigration et les réfugiés de guerre avait largement changé. Alors qu'en 1940 les réfugiés de guerre y étaient les plus représentés, pour l'année scolaire 1944-1945, sur les 192 élèves inscrits à l'école Cyprian-Norwid, 75 % étaient issus de l'ancienne immigration. Après la seconde guerre mondiale, l'école était devenue une école de garçons et de filles issus de l'ancienne immigration. En outre, après les hostilités, pour la première fois de l'histoire de l'école, les filles étaient plus nombreuses que les garçons – 103 filles sur 200 élèves, soit 51,5 % de l'effectif total. En 1945, 27 élèves en sortirent bacheliers<sup>77</sup>.

Quand la France eut reconnu le gouvernement de la Pologne populaire, l'école Cyprian-Norwid fut placée sous l'autorité de Varsovie. Ernest Berger affirma sa loyauté aux autorités varsoviennes et conserva son poste de directeur. Le gestionnaire de l'établissement, le comité directeur de la CRP en France, annula par conséquent la disposition prévoyant de confier la direction de l'école au professeur Zygmunt Lubicz Zaleski. L'école fut placée sous l'autorité du ministère de l'Instruction du GPUN à Varsovie<sup>78</sup>. Dans la première année scolaire sous la gestion de Varsovie, le nombre d'élèves augmenta considérablement : on compta jusqu'à 233 garçons et filles à la fin de 1945. 73,9 % des élèves étaient issus de l'ancienne immigration, le reste étant des réfugiés de guerre. Les filles étaient toujours plus nombreuses parmi les élèves (67 %). À partir de l'année scolaire 1945-1946, l'examen de *mata matura* fut supprimé, conformément à la réforme du système éducatif effectuée en Pologne, portant la liquidation du « gymnase » et l'établissement des écoles à deux niveaux : écoles primaires et écoles secondaires (lycées). Le baccalauréat (*matura*) qui venait diplômer les élèves après l'enseignement secondaire était quant à lui toujours d'actualité<sup>79</sup>. L'entrée au sein de l'école d'un nombre considérable d'enfants d'immigrés polonais issus de l'ancienne génération causa quelques problèmes, beaucoup d'entre eux ayant en effet du mal à parler polonais correctement, ce qui obligeait les instituteurs à leur consacrer du temps pour qu'ils comblent leurs lacunes

76 BPP, vers. 3209, rapport sur le contrôle effectué dans le gymnase et lycée polonais à Villard-de-Lans entre le 13 et le 17 septembre 1945 ; Tadeusz Łepkowski, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji. Historia Gimnazjum i Liceum im. Cypriana Norwida w Villard-de-Lans, 1940-1946* [Une école libre polonaise en France occupée. L'histoire du gymnase et lycée polonais Cyprien-Norwid à Villard-de-Lans, 1940-1946], Warszawa, PWN, 1990, p. 195.

77 PISM, A.17/4, rapport sur l'état de l'enseignement polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, [s.l.], fol. 137 ; *ibid.*, état de l'enseignement secondaire polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, fol. 147 ; Tadeusz Łepkowski, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji*, op. cit., p. 251, 267.

78 BPP, vers. 3209, rapport sur le contrôle effectué dans le gymnase et lycée polonais à Villard-de-Lans entre le 13 et le 17 septembre 1945.

79 Tadeusz Łepkowski, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji*, op. cit., p. 195, 201-202, 251.

dans ce domaine. En 1946, 19 élèves de l'école Cyprian-Norwid obtinrent le baccalauréat. 1946 fut la dernière année qui le vit accueillir les épreuves du baccalauréat à Villard-de-Lans<sup>80</sup>.

Entre-temps, les autorités varsoviennes avaient créé des cours annuels de baccalauréat à Houilles (Seine-et-Oise), placés sous la gestion de la CRP. Dispensés pour la première fois au mois de janvier 1946, ces cours préparaient des volontaires diplômés de la *mala matura* au baccalauréat et des adolescents ayant passé deux ans dans le « gymnase » polonais au « petit bac ». Étaient aussi acceptées des candidatures de militants communistes, ou de personnes adhérant pleinement au régime de la Pologne populaire. Les candidats devaient être âgés de moins de 26 ans et passer un examen d'entrée général<sup>81</sup>. Ces cours préparant au baccalauréat duraient moins d'une année scolaire. Ces cours prirent fin après l'été 1946, l'école polonaise de Villard ayant été transférée à Paris<sup>82</sup>.

272

L'école s'installa dans le bâtiment de l'ancienne école polonaise des Batignolles, rue Lamandé (XVII<sup>e</sup> arrondissement). Les contrats de tous les instituteurs furent résiliés et les autorités scolaires de Varsovie renouvelèrent l'intégralité du corps enseignant. L'école ne portait dorénavant plus de nom de Cyprian Norwid.

Le programme scolaire proposé par le lycée polonais parisien était semblable à celui enseigné dans les lycées en Pologne. Outre les leçons dispensées en polonais, des enseignants français donnaient des cours complémentaires de langue française. Ceux qui désiraient rester en France devaient passer une « équivalence » afin que leur éducation soit reconnue par la France. Cet examen permettait d'accéder à une école supérieure française. L'écrasante majorité des diplômés du lycée polonais partaient en Pologne après leur baccalauréat participer à l'effort de reconstruction du pays (entre 75 et 90 % selon les années). L'école, reconnue par les autorités françaises le 7 janvier 1948, était considérée par la France comme une école privée, créée conformément à la loi Falloux de 1850. À partir de 1948, conformément aux principes de la réforme scolaire effectuée en Pologne, l'école comportait des classes de sixième et de septième (c'est-à-dire deux dernières classes de l'école primaire) et les quatre années du lycée (entre la huitième et la terminale, c'est-à-dire la onzième)<sup>83</sup>.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 267-268.

<sup>81</sup> Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 78.

<sup>82</sup> Tadeusz Łepkowski, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji*, op. cit., p. 210-211 ; Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 71.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 72-73 ; Wiesław Śladkowski, « Szkolnictwa polskiego nad Sekwaną wzloty i upadki » [L'ascension et effondrement de l'enseignement polonais sur Seine], dans Albin Koprukowniak (dir.), *Szkolnictwo polonijne na świecie. Zarys syntezy* [L'Enseignement polonais dans le monde. Un essai de synthèse], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie-Curie-Skłodowska de Lublin], 1995, p. 170.

En 1947, 1948 et 1949, on compta respectivement 23, 28 puis 32 bacheliers issus du lycée polonais de Paris. Sur ces 83 bacheliers, 34 (soit 40,96 %) étaient d'anciens élèves de l'école polonaise Cyprian-Norwid de Villard-de-Lans<sup>84</sup>. À la fin de l'année 1948-1949, les enfants de mineurs et d'ouvriers industriels polonais arrivés en France avant guerre représentaient déjà 90 % des bacheliers issus du lycée polonais de Paris<sup>85</sup>.

Il est intéressant de remarquer que les autorités polonaises successives n'avaient pas mis en pratique la nouvelle disposition du 29 juillet 1938 qui donnait la possibilité de créer un concours d'agrégation en langues slaves (russe et polonais). Grâce aux interventions du délégué pour la France du ministre polonais de l'Instruction publique et des Cultes, le professeur Zygmunt Lubicz Zaleski, cette disposition parut dans le *Journal officiel* daté du 30 juillet 1938. Cette décision ouvrit la voie à l'introduction de l'enseignement de la langue polonaise dans les collèges et lycées français. Effectivement, seules quelques écoles privées s'étaient jusqu'alors mises d'accord pour enseigner la langue polonaise en tant que matière facultative et en dehors de l'horaire réglementaire. Le manque d'initiative politique des autorités polonaises – pourtant indispensable pour pousser la France à revoir la grille horaire permettant de créer un cadre viable pour les enseignants de polonais du secondaire – contribua à ce que cette disposition de 1938 reste lettre morte jusqu'aux premières épreuves en 1953. L'enseignement de la langue russe prévu par l'arrêté de 1938 fut dispensé dans les lycées français dès 1947<sup>86</sup>. En effet, dans les premières années de l'après-guerre, seuls des citoyens polonais pouvaient passer l'épreuve de langue polonaise au baccalauréat (en tant que seconde langue étrangère). Les candidats passaient des examens devant un instituteur choisi et approuvé par un inspecteur d'académie. Chaque année, au cours des sessions ordinaires, environ 30 élèves passaient leur épreuve du bac de langue polonaise dans la circonscription scolaire de l'académie de Paris, et environ 20 élèves le passèrent en province. Un certain nombre de Polonais passèrent l'épreuve du bac de langue polonaise à l'occasion d'une session extraordinaire. Ainsi, en février 1946, ce furent 15 personnes (anciens soldats et victimes de la dernière guerre) qui passèrent leurs examens dans la circonscription scolaire parisienne<sup>87</sup>.

Les enfants polonais avaient aussi la possibilité de suivre les enseignements dispensés par le clergé et les religieuses, proches de ceux proposés par le courant

84 Tadeusz Łepkowski, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji*, op. cit., p. 270.

85 T. Sroka, « Tyle myśli ciśnie się naraz do głowy » [Tant de pensées me viennent en tête], *Gazeta Polska*, n° 156, 3-4 juillet 1949, p. 2.

86 Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 90-91.

87 [J.J.], « Język polski, droga do poznania przez cudzoziemców naszej kultury » [La langue polonaise, un chemin vers la connaissance de notre culture par les étrangers], *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 7, 15 avril 1946, p. 16.

indépendant laïque, tout en restant autonomes vis-à-vis des deux gouvernements polonais. Le père pallottin dirigeait le collège polonais Notre-Dame-des-Apôtres, à Chevilly, près d'Orléans (Loiret). Créé en 1943, il fut jusqu'en 1951 (l'année où il fut transféré à Osny, dans la Seine-et-Oise) réservé aux enfants polonais. Pour l'année scolaire 1945-1946, 120 garçons y étaient inscrits et suivaient les cours dispensés en français. En 1946-1947, on comptait 130 élèves, 158 en 1947-1948, 122 en 1948-1949 et 95 à la rentrée de 1949-1950<sup>88</sup>. La quasi-totalité des élèves étaient issus de la communauté polonaise du Nord de la France. Outre des leçons dispensées en français dans la grille horaire ordinaire des écoles françaises, les élèves suivaient des cours d'histoire, de géographie et de langue polonaises dispensés en polonais ainsi que des cours de latin et de catéchisme. Au regard de la loi française, le collège Notre-Dame-des-Apôtres était considéré comme un établissement privé et pouvait dès lors jouir de tous les droits afférents aux établissements scolaires français classiques et modernes. À partir de la sixième jusqu'à la terminale les élèves suivaient une préparation visant l'obtention du baccalauréat français, et, depuis 1947, au brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC). Jusqu'à la fin du mois de juin 1945, le financement de l'école était assuré par le gouvernement polonais de Londres (par le biais de la CRP en France) et par les cotisations des parents. L'école des pallottins reconnaissait toujours l'autorité du délégué londonien du ministère de l'Instruction publique et des Cultes, le professeur Zygmunt Lubicz Zaleski, même si le gouvernement londonien n'était plus reconnu par la France.

Les sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus, une congrégation fondée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par l'évêque polonais Józef Sebastian Pelczar, dirigeaient depuis 1924 une école ménagère pour jeunes filles issues de l'immigration ouvrière polonaise. Le siège de cet établissement se trouvait dans le couvent de Saint-Ludan, près de la commune alsacienne d'Hipsheim (Bas-Rhin). 25 à 35 jeunes filles polonaises y étaient accueillies chaque année. L'école, dont la direction reconnaissait l'autorité du délégué du gouvernement polonais de Londres, fut fermée en 1949. La même année, les sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus ouvrirent une école semblable à Fouquières-lès-Béthune (Pas-de-Calais). Du fait de l'importante communauté polonaise dans le Nord de la France, il était beaucoup plus facile pour l'école pour filles de remplir ses bancs<sup>89</sup>. D'après les responsables

<sup>88</sup> Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 407.

<sup>89</sup> BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 35, rapport de J. Jakubowski sur la situation et les besoins des enfants et de la jeunesse polonaise en France, [Paris], le 15 avril 1947, p. 1; BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, plan du travail du département culture et éducation de la PWML entre avril et juillet 1948 et pour la période 1948-1949, Paris, le 5 avril 1948, p. 11; PISM, A.17/4, rapport sur l'état de l'enseignement polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, [s.l.], fol. 138; *ibid.*, rapport n° 2 sur l'état de l'enseignement polonais en France, Paris, le 6 décembre 1945, fol. 170; Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit.,



de l'enseignement anticommuniste polonais en France, la seule école secondaire polonaise indépendante des influences communistes – le collège de Chevilly – n'exerçait pas convenablement ses fonctions, puisque des candidats auraient été sélectionnés en fonction de la probabilité de leur vocation sacerdotale<sup>90</sup>. C'est pourquoi les militants anticommunistes polonais en France firent de leur mieux pour créer un nouvel établissement d'enseignement secondaire polonais qui serait indépendant des autorités varsoviennes, d'autant plus que ces dernières n'avaient pas donné leur accord à l'attribution des bourses de la CRP aux élèves faisant partie des Forces armées de l'Ouest.

C'est dans ce contexte que furent créés, au mois de décembre 1945, les cours de baccalauréat (*Kursy Maturalne*) polonais dans le camp des soldats polonais placés sous le commandement militaire britannique à La Courtine (Creuse). Il s'agissait de soldats arrivés en France après le déclenchement des hostilités, ou même après la Libération. Cette école fut liquidée le 31 octobre 1947, à la suite de la démobilisation des soldats polonais en France<sup>91</sup>. À partir du mois de janvier 1948, l'enseignement polonais proposé par le courant anticommuniste fut dispensé au lycée et « gymnase » polonais des Ageux (Oise). D'après les responsables de cet établissement, les enseignements appliquaient les méthodes des cours de baccalauréat de La Courtine et de l'école polonaise Cyprian-Norwid de Villard-de-Lans. Dans sa première année d'activité (première moitié de 1948), 30 élèves polonais suivirent les cours proposés par le lycée des Ageux<sup>92</sup>. Au fil des années, la part des élèves issus de l'ancienne immigration polonaise au sein de l'effectif du lycée augmentait. Au début de l'année scolaire 1948-1949, on comptait autant d'enfants d'anciens immigrés que de réfugiés sur ses bancs. D'après l'Association d'entraide des anciens combattants polonais en France (Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, devenue Stowarzyszenie Polskich Kombatantów, le sigle polonais SPK restant inchangé), qui gérait l'établissement depuis sa création, les jeunes filles issues de l'ancienne immigration étaient surreprésentées aux Ageux. Beaucoup d'entre elles parlaient très mal ou pas du tout le polonais, ce

p. 86-87 ; Roman Dzwonkowski, « La vie religieuse dans les milieux ouvriers polonais », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, Villeneuve d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, 1992, p. 21 ; *id.*, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », art. cit., p. 192-193 ; Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, *op. cit.*, p. 409.

90 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 35, note sur les Polonais en France et leur vie associative, [s.l., après le 29 juin 1945], p. 5.

91 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, instruction de la PWML relative à la fermeture des cours de préparation au baccalauréat de La Courtine, Paris, le 14 octobre 1947, p. 1 ; BPP, vers. 3218, *Jednodniówka: Wkład Emigracji w nauczanie polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 28.

92 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, plan du travail du département culture et éducation de la PWML entre avril et juillet 1948 et pour la période 1948-1949, Paris, le 5 avril 1948, p. 8, 10.

qui rendait difficile l'éducation au niveau secondaire<sup>93</sup>. Cette argumentation s'inscrit d'ailleurs dans les tensions qui existaient dans l'immédiat après-guerre entre les anciens immigrés et les réfugiés de guerre. Les responsables du département éducation de la SPK déploraient que l'ancienne immigration polonaise n'eût pas su recruter ses propres enseignants qui auraient été aptes à enseigner au niveau secondaire – la totalité des enseignants du lycée des Ageux étaient en effet des réfugiés de guerre<sup>94</sup>. Toutefois, les enfants issus de l'ancienne immigration étaient très appréciés par les responsables de l'école, dans la mesure où l'établissement ne vivait que grâce aux frais de scolarité payés par les familles des élèves et à diverses levées de fonds.

### L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

276

Ceux qui désiraient approfondir leur connaissance de la langue et de la culture polonaises et les enseigner à leur tour pouvaient poursuivre leur éducation dans le cadre de cours de langue polonaise à l'École nationale des langues orientales vivantes à Paris (dite « Langues O ») ou dans des universités de province comme à Montpellier, Lyon, Lille, Strasbourg, Nancy, Toulouse, Dijon ou encore Grenoble. Dans l'entre-deux-guerres des écoles supérieures dispensaient des cours de polonais, et ce grâce au professeur Zygmunt Lubicz Zaleski. En 1927, en tant que délégué pour la France du ministre polonais de l'Instruction publique et des Cultes, le professeur Zygmunt Lubicz Zaleski avait en effet mis sur pied des cours de polonais dans dix universités françaises – les neuf susmentionnées et à Bordeaux, où l'activité ne reprit pas après la guerre. Avant les hostilités, les enseignants étaient rémunérés par l'État polonais et, durant la guerre – dans les universités où ils pouvaient continuer à travailler –, par le GAPF. Après la Libération, le ministère de l'Instruction publique et des Cultes du gouvernement polonais de Londres se chargea de les rémunérer, ce qu'il continua de faire même après que la France eut décidé de ne plus reconnaître son autorité. Le gouvernement polonais de Varsovie essaya lui aussi de nouer des liens avec des enseignants du polonais en poste dans des universités françaises. Le directeur du Centre scientifique de l'Académie polonaise des arts et sciences (Polska Akademia Umiejętności, PAU) à Paris, le professeur Stanisław Wędkiewicz, était chargé de superviser les cours de polonais. C'étaient en pratique la volonté propre de chaque enseignant et celle des responsables d'université qui décidaient de quel gouvernement polonais se

93 BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 12, *Niezależne Liceum Polskie we Francji. La Courtine-Les Ageux*, op. cit., p. 13.

94 *Ibid.*

rapprocher. En revanche les universités françaises ne comptaient aucune chaire de la langue polonaise. Les chaires de langues slaves étaient en général occupées par les professeurs de langue et de littérature russes<sup>95</sup>. Dans la seconde moitié de l'année 1949, l'ambassade de Pologne à Paris suggéra au MSZ varsovien de liquider progressivement les cours de polonais dans les universités de Dijon, Montpellier, Clermont-Ferrand et Nancy, par manque d'étudiants reconnaissant les autorités varsoviennes. Le ministère de l'Instruction protesta contre cette note provenant de l'ambassade de Pologne à Paris, et la proposition ne fut pas retenue par Varsovie<sup>96</sup>. Soutenir financièrement les Polonais de France qui souhaitaient poursuivre des études supérieures n'était pas la priorité du gouvernement de Varsovie. Les jeunes bacheliers devaient, selon les autorités varsoviennes, rentrer en Pologne contribuer au développement du pays. L'ambassade de Pologne à Paris attribua toutefois près de 40 bourses aux étudiants polonais en France pour l'année universitaire 1949-1950<sup>97</sup>.

Les réfugiés de guerre étaient les plus représentés parmi les Polonais poursuivant des études supérieures, c'est pourquoi ils restaient en majorité en contact avec les services relevant du gouvernement londonien. Au cours de l'année universitaire 1947-1948, parmi les 957 étudiants polonais en France qui demandèrent une bourse ou un subside de la part de l'appareil du gouvernement polonais de Londres, 76 personnes étaient issues de l'ancienne immigration de l'entre-deux-guerres, soit 7,94 % de l'effectif total des intéressés. Parmi ceux qui réussirent à obtenir une bourse, 25 personnes (sur l'ensemble de 465 étudiants, soit 5,38 % des boursiers) étaient issues de l'ancienne immigration polonaise en France<sup>98</sup>. Si leur part dans l'ensemble des boursiers était réduite, c'est parce que la situation matérielle des immigrés polonais de l'ancienne génération était en général bien meilleure que celle des réfugiés de guerre et des Polonais arrivés en

- 95 [J.J.], « Język polski, droga do poznania przez cudzoziemców naszej kultury », *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 7, 15 avril 1946, p. 16 ; Maria Delaperrière, « Zygmunt Lubicz Zaleski (1882-1967), médiateur entre deux cultures », *Synergie Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 67 ; Waldemar Rolbiecki, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 » [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1939-1978], dans Danuta Rederowa, Bohdan Jaczewski et Waldemar Rolbiecki, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1893-1978], Wrocław, Ossolineum, 1982, p. 252.
- 96 A MSZ, série 8, art. 83, lettre : Jerzy Putrament, ambassadeur de Pologne à Paris, au directeur du 2<sup>e</sup> département du MSZ, Paris, le 16 septembre 1949, fol. 16 ; *ibid.*, lettre : cabinet du ministre de l'Instruction au MSZ, 2<sup>e</sup> département, Varsovie, le 23 décembre 1949, fol. 20 ; *ibid.*, lettre : MSZ, département presse et information, à l'ambassade de Pologne à Paris, [Varsovie], le 30 décembre 1949, fol. 21.
- 97 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, rapport sur l'activité culturelle et dans le domaine de l'enseignement de l'Association d'entraide des anciens combattants polonais en France jusqu'au 31 mai 1950, Paris, le [31] mai 1949, p. 23.
- 98 *ibid.*, notice sur les étudiants polonais en France, Paris, le 1<sup>er</sup> juin 1948, p. 1.

France après la Libération. Il était toutefois peu courant que, dans l'immédiat après-guerre, les enfants d'immigrés de l'ancienne génération fussent diplômés de l'enseignement supérieur.

#### L'IMPORTANCE RÉELLE DE L'ENSEIGNEMENT POLONAIS EN FRANCE ET SA SITUATION À LA FIN DES ANNÉES 1940

278

En 1946, 35 000 enfants polonais suivaient des cours de polonais, tous courants politiques confondus, un chiffre relativement élevé. D'après les statistiques très précises fournies par Georges Mauco, la même année, il y avait dans toute la France 54 319 enfants polonais dans des écoles primaires publiques, dont 13 866 dans le Pas-de-Calais (7 665 garçons et 6 201 filles) et 7 874 dans le Nord (4 005 garçons et 3 869 filles). Cela signifie qu'en 1946, il y avait moins d'enfants polonais dans les écoles primaires publiques françaises qu'en 1938, malgré la nationalisation des écoles privées des Houillères. Dans les deux départements septentrionaux, le nombre d'élèves dans les écoles publiques passa de 28 656 en 1938 à 21 740 en 1946 ! L'explication est simple et tient à la diminution de la population polonaise en France après la seconde guerre mondiale due à la hausse du nombre de naturalisations des jeunes Polonais (y compris l'acquisition de la nationalité française par naissance) et au rapatriement organisé par les autorités de la Pologne populaire – dans une moindre mesure, car la campagne de rapatriement ne démarra qu'en 1946. Dans le même temps, 37 492 jeunes Italiens firent leur éducation dans des établissements analogues, la différence considérable entre le nombre de Polonais et d'Italiens résultant certainement d'un niveau élevé des naturalisations et de l'acquisition de la nationalité française par naissance des enfants des immigrés italiens. Il n'est pas possible de fournir des chiffres concernant la répartition par sexe des élèves polonais dans les écoles primaires publiques dans toute la France, cette distinction n'ayant pas été prise en compte dans les statistiques de certains départements<sup>99</sup>.

Pour l'année scolaire 1947-1948, soit deux ans plus tard, le nombre d'enfants polonais qui suivaient les cours polonais – tous courants politiques confondus – était déjà inférieur à 22 000, soit moins de 30 % de l'ensemble

<sup>99</sup> Calculs de l'auteur sur la base de : AN, 577 AP 5, statistiques des enfants étrangers dans des écoles primaires publiques en France, en 1938 et en 1946. L'ensemble des enfants polonais dans des écoles primaires publiques en 1946, relevant des statistiques de G. Mauco, est supérieur de 1 648 au nombre fourni pour 1938, mais ce dernier omet quatre départements, dont l'Aisne, fortement peuplée par les immigrés polonais (3 114 élèves polonais en 1946), et l'Oise (859 élèves polonais en 1946). C'est pourquoi on peut estimer que l'effectif total des enfants polonais dans les écoles primaires publiques de toute la France devait être plus élevé en 1938 qu'en 1946.

des enfants polonais dans le primaire (80 000 enfants). Ce chiffre incluait tant les cours donnés par des moniteurs polonais dépendant des autorités consulaires polonaises en France que les cours indépendants dispensés par les deux fédérations d'associations anticomunistes. Pour l'année 1947-1948, près de 90 % des enfants qui suivaient des cours polonais fréquentaient les cours consulaires.

Les enfants polonais en France pouvaient profiter de l'enseignement polonais au niveau primaire. L'éducation secondaire en revanche, y compris professionnelle, se faisait presque exclusivement dans des établissements français, sans continuer l'éducation en polonais. Les enfants issus de l'ancienne immigration étaient peu nombreux sur les bancs des établissements secondaires. D'après un rapport sur l'enseignement polonais en France, préparé en mars 1945, le nombre total d'élèves polonais suivant des cours de niveau secondaire était de 490 garçons et filles pour l'ensemble de la France<sup>100</sup>.

Dès la Libération, l'enseignement polonais indépendant en France était supervisé par des représentants du gouvernement polonais de Londres issus de la nouvelle immigration (même si le délégué ministériel, le professeur Zaleski, lui-même, avait vécu en France avant les hostilités). Le succès de l'enseignement polonais aux niveaux secondaire et supérieur était apprécié au prisme de la participation à ces initiatives des réfugiés de guerre et des personnes déplacées venues d'Allemagne. Au niveau primaire en revanche, les cours étaient gérés par des associations d'anciens immigrés (l'UCPF et l'UACP) et étaient presque exclusivement destinés aux enfants des anciens immigrés. La raison en paraît évidente : les enfants des immigrés de l'ancienne génération étaient les seuls enfants polonais de France à avoir l'âge d'aller à l'école primaire. Les enfants des anciens immigrés polonais avaient peu d'intérêt à poursuivre leur éducation au-delà du primaire, ne souhaitant notamment pas continuer l'apprentissage en langue polonaise.

Les divergences entre les militants polonais anticomunistes de l'ancienne immigration ouvrière et ceux de la nouvelle immigration se manifestèrent, entre autres, sur la question de l'enseignement primaire polonais – dirigé par d'anciens immigrés pour des enfants d'anciens immigrés, mais supervisé par des personnalités issues de l'immigration de la nouvelle génération, arrivées en France après le déclenchement des hostilités. Zygmunt Markiewicz, le dirigeant de la Commission scolaire polonaise en France – institution relevant des autorités polonaises de Londres et chargée de répartir les fonds distribués par Londres entre les différents cours polonais de primaire – accusa même les

<sup>100</sup> PISM, A.17/4, rapport sur l'état de l'enseignement polonais en France au 1<sup>er</sup> mars 1945, [s.l.], fol. 139.

responsables de l'UCPF et de l'UACP de dissimuler de façon « assez diligente » la provenance du financement de leurs cours<sup>101</sup>. Effectivement, il n'était pas dans leur intérêt – et surtout pas dans l'intérêt de l'UACP – de souligner que leur programme d'enseignement fonctionnait grâce aux aides du gouvernement polonais de Londres. L'UCPF et l'UACP insistaient surtout sur le fait que les cours polonais qu'ils proposaient étaient indépendants des autorités varsoviennes et par conséquent des influences idéologiques communistes.

Malgré tous ces efforts, la situation tant financière qu'organisationnelle de l'enseignement polonais relevant du gouvernement de Londres était catastrophique, voire « honteuse », pour reprendre l'expression du chef du Département culture et éducation de la PWML, le colonel Mieczysław Jurkiewicz<sup>102</sup>. D'autant plus que la dépendance du réseau des cours polonais de l'UACP des autorités polonaises de Londres était problématique, le courant catholique des militants polonais en France étant de plus en plus proche de l'orientation de Stanisław Mikołajczyk (après sa fuite de Pologne au mois d'octobre 1947).

Bien qu'irrévocablement plus puissant que les cours indépendants, l'enseignement polonais consulaire en France fut fortement affecté par la crise des relations diplomatiques franco-polonaises de la fin des années 1940<sup>103</sup>. Dès les derniers mois de 1947, les autorités françaises commencèrent à critiquer le principe des enseignements dispensés aux élèves en fonction de leur nationalité. Les établissements français où les moniteurs polonais donnaient des cours sur le temps de classe réglementaire (suivant la décision de la commission mixte) exigeaient que les enfants suivant l'enseignement polonais soient de nationalité juridique polonaise. Les moniteurs polonais répandant activement l'idée du rapatriement commencèrent à rencontrer des problèmes dans la poursuite de leurs cours, aussi bien ceux qui dispensaient leurs cours sur le temps de classe réglementaire qu'en dehors<sup>104</sup>. L'année suivante, cette politique française fut renforcée par le conflit diplomatique franco-polonais. Le 14 novembre 1949, le gouvernement français adressa aux autorités polonaises une note informant

101 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3882/2, lettre : Z. Markiewicz à Z. Lubicz Zaleski, délégué pour la France du ministre de l'Instruction publique et des Cultes du gouvernement polonais de Londres, [s.l., juillet 1949], p. 2.

102 BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, plan du travail du département culture et éducation de la PWML entre avril et juillet 1948 et pour la période 1948-1949, Paris, le 5 avril 1948, p. 12.

103 Sur cette crise diplomatique, voir le chapitre 4, « Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France ».

104 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 9 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 septembre 1948, [Paris], le 15 octobre 1948, p. 5 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 194 ; Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 53.

sur la suppression des inspecteurs polonais de l'Éducation sur le territoire français<sup>105</sup>. En effet, l'activité de ces inspecteurs n'était pas prévue par la convention du 11 juin 1947 ni par la commission mixte franco-polonaise. Au mois de décembre 1949, 18 moniteurs et 5 inspecteurs de l'éducation furent expulsés du territoire français, en raison de leur activité politique subversive, selon le ministre français de l'Intérieur, Yvon Delbos. Outre ces expulsions, 19 enseignants se virent interdit de donner des cours. Il s'agissait là de représailles à l'expulsion précédente de 9 citoyens français par la Pologne populaire<sup>106</sup>. Les années suivantes, entre 1950 et 1952, des représailles touchèrent 85 % des moniteurs polonais d'obédience varsovienne<sup>107</sup>.

L'ampleur de l'enseignement polonais en France était de plus en plus limitée. Lorsqu'un enseignant était malade ou qu'il mourait, son poste était supprimé. C'est pourquoi, à la fin des années 1940, l'enseignement polonais en France était déjà condamné à la décrépitude<sup>108</sup>. Le conflit qui opposait les immigrés polonais autour de l'enseignement polonais en France se résolut par l'échec des deux camps. Le manque d'enfants polonais inscrits siffla la fin de l'affrontement. L'enseignement polonais en France – notamment celui dispensé par l'école secondaire polonaise à Paris – continua toutefois d'être géré par l'État polonais jusqu'en 1963.

105 A MSZ, série 8, art. 83, lettre : direction générale des relations culturelles du MAE à l'ambassade de Pologne à Paris, [Paris], le 14 novembre 1949, fol. 13 ; Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 138.

106 BPP, vers. 3218, *Jednolitość: Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 9 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 187 ; *id.*, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 138 ; Roman Dzwonkowski, « Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej », art. cit., p. 188 ; Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide*, op. cit., p. 237-238. Cet ouvrage avance le nombre de 19 enseignants expulsés et d'une trentaine de moniteurs suspendus. Voir Bernard Lachaise, *Yvon Delbos. Biographie (1885-1956)*, Périgueux, Fanlac, 1993.

107 Edmond Gogolewski, *Szkolnictwo polskie we Francji*, op. cit., p. 139.

108 Maryla Laurent, « L'abandon de la polonité, un acte volontaire ou une attitude induite ? », art. cit., p. 124.





## CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Contrairement à une idée répandue, il semble que le développement de la vie associative ait constitué une étape importante sur la voie de l'intégration des immigrés polonais à la société française, bien que le progrès de l'intégration des immigrés en France contribue au déplacement du cœur de l'activité des associations polonaises des questions internes vers la représentation des intérêts polonais face aux autorités françaises ou à la société indigène.

Reconnaître que la vie associative des immigrés a pu favoriser l'intégration des Polonais à la société française peut sembler paradoxal. Ce constat n'est toutefois pas nouveau, dans la mesure où le développement de l'engagement associatif est caractéristique de la vie des immigrés installés de façon plus stable en France avec leurs familles<sup>1</sup>. Bien sûr, l'objectif initial était de maintenir la polonité de paysans déracinés, devenus ouvriers dans une France lointaine. Mais le choix des formes associatives, durables de par leur nature, dans le paysage français montrait que ces immigrés étaient conscients qu'il leur faudrait vivre à l'étranger durant de nombreuses années. Pour un grand nombre de Polonais, la vie associative était alors devenue un moyen de s'enraciner dans ce pays étranger.

Les premières années d'après-guerre se caractérisèrent d'abord par l'essor de la vie associative et les tentatives visant à renouveler le réseau de l'enseignement polonais en France. Néanmoins, après 1947, lorsque les relations franco-polonaises se détériorèrent et que la campagne de rapatriement eût considérablement ralenti, les trois principaux facteurs du « maintien de la polonité » (l'enseignement polonais, une aumônerie particulière pour les immigrés polonais et la vie associative polonaise en France) se virent de plus en plus affaiblis.

Outre l'intégration progressive des immigrés polonais installés depuis des années en France, la nationalisation des mines contribua également au déclin de l'enseignement polonais, et à l'affaiblissement considérable du rôle du clergé polonais au sein de la communauté immigrée. L'activité des associations polonaises se trouvait alors elle aussi en état de déclin. À la fin des années 1940, l'écart entre d'une part le niveau de l'intégration des immigrés polonais à la société française et d'autre part les buts et la dimension de l'activité des associations à caractère ethnique connut son apogée.

1 Voir : Gérard Noiriel, *Le Creuset français, op. cit.*, p. 184-185.

Des témoignages des immigrés polonais enquêtés par l'Ined au début des années 1950 nous montrent que la pratique de l'enseignement polonais n'était perçue que comme un épisode, lié aux premières années après la Libération, et cela indépendamment de la couleur politique de l'organisation proposant cet enseignement<sup>2</sup>. Ces expériences ne survécurent pas à la fin des années 1940, non du fait d'obstacles créés par l'administration française, mais bien faute d'un intérêt suffisant de la part des immigrés eux-mêmes. Le nombre de maternelles polonaises diminua aussi régulièrement et sensiblement après la seconde guerre mondiale.

L'importance des cours polonais (qu'ils fussent d'obédience varsovienne ou londonienne) en dehors des cités minières était exagérée par certaines sources polonaises. Les enfants polonais suivaient les cours polonais et le catéchisme donné par des aumôniers polonais surtout dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, ce qui explique pourquoi ces jeunes Polonais étaient capables de parler polonais. Ils préféraient cependant de plus en plus parler français, même entre eux, cela d'autant plus qu'ils avaient conscience que leurs parents avaient un statut social inférieur à celui des parents de leurs camarades français. Faire l'effort de suivre des cours polonais en plus des obligations de l'école française dans le but de s'imprégner et de faire vivre la culture polonaise – d'ailleurs peu estimée par la majorité française – ne constituait pas une perspective encourageante pour les enfants immigrés<sup>3</sup>.

En règle générale, les jeunes Polonais parlaient français plus couramment que polonais, ce qui peut faire relativiser l'importance de l'enseignement polonais en France. Ses objectifs principaux (freiner l'assimilation et sauvegarder la polonité) ne furent pas atteints dans la plupart des cas, au bénéfice de l'intégration des enfants d'immigrés polonais<sup>4</sup>. C'est l'intégration des enfants des immigrés polonais en tant que Français d'origine polonaise qui l'emporta. On ne peut évidemment pas non plus négliger l'influence que les cours polonais exerçaient sur un nombre minoritaire d'immigrés polonais d'avant-guerre. Mais il est difficile de cacher que l'importance majeure de la question de l'enseignement polonais en France, dans l'immédiat après-guerre, résidait dans le fait que cette question constituait un des champs de bataille principaux dans le conflit entre les deux camps politiques principaux de l'immigration polonaise.

2 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. 1, *op. cit.*, p. 410.

3 *Ibid.*, p. 488; Jan Sikora, *Ewolucja Polonii francuskiej*, *op. cit.*, p. 176.

4 Sur la question de l'intégration progressive des immigrés polonais, y compris les enfants polonais, au sein de la société française, voir le chapitre 3, « Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise – le processus de l'intégration sociale des immigrés polonais à la société française ».

Cette période se caractérisait aussi par l'affaiblissement de l'influence du clergé polonais en France. La nationalisation des mines contribua à la fin du financement des aumôniers polonais par les établissements français, dorénavant propriété de l'État. L'épiscopat français et les curés français durcirent leur attitude – par rapport à la période de l'entre-deux-guerres – envers l'autonomie des aumôniers polonais en France. L'Église française désirait que les catholiques polonais s'intègrent davantage parmi leurs coreligionnaires français et qu'ils se rapprochent du clergé français.



## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### SOURCES

#### Archives

##### I. Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine

Série AJ 43 : archives de l'Organisation internationale pour les réfugiés :

- art. 311 : assistance aux Polonais ayant appartenu aux forces alliées réfugiées en France et aux étudiants réfugiés, 1948-1951

Série AJ 80 : Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement :

- art. 15 : archives de Monsieur Bou : production végétale, 1946-1947

Série BB 30 : ministère de la Justice :

- art. 1741 : Inspection générale des services judiciaires, 1944-1947

Série F 1 : ministère de l'Intérieur :

- F 1<sup>a</sup> 3303 : X-B 18 : Polonais : camps de La Courtine, Lusignan, Couiza ; consulats polonais, novembre 1944 - septembre 1945 ;
- F 1<sup>a</sup> 3345-3346 : situations des étrangers en France, 1944-1947 ;
- F 1<sup>a</sup> 3364 : I-H : étrangers en France, 1946.

Série F 7 : police générale :

- art. 15589 : mélanges, entre autres Polonais en France, mai 1946 ; réfugiés israélites en France, juin 1950 ; réfugiés de l'Europe centrale, mai 1950 ;
- art. 16102 : séjours des étrangers prisonniers et résistants, 1944-1945.

Série F 9 : affaires militaires (y compris le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés) :

- art. 3840 : centres de réfugiés polonais, 1945-1948.

Fonds 552 AP : fonds Vincent Auriol :

- art. 64 : notes sur les diplomates polonais, renseignements généraux sur les Polonais en France, 1947 (entre autres).

Fonds 577 AP : fonds Georges Mauco :

- art. 5 : documents sur les étrangers en France, 1945-1949.

## II. Centre des archives diplomatiques, La Courneuve

Série Europe 1945-1960, sous-série Pologne :

- art. 4-5 : corps diplomatique et consulaire polonais en France. Attachés militaires, navals, de l'air et missions militaires. Correspondance à propos des Bureaux d'administration des Polonais, 1944-1949 ;
- art. 6 : représentants diplomatiques et consulaires du gouvernement polonais de Londres, 1945-1948 ;
- art. 30 : armée polonaise de l'extérieur, 1944-1949 ;
- art. 31 : militaires polonais en France, 1945-1948 ;
- art. 59 : France-Pologne, 1944-1946 ;
- art. 84-85 : Polonais en France – dossier général, 1944-1949 ;
- art. 86 : associations polonaises en France, 1944-1949 ;
- art. 87 : main-d'œuvre polonaise, 1944-1949.

398

## III. Archives nationales du monde du travail, Roubaix

Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux (Pas-de-Calais) :

- 19940511852 : enquêtes sur les travailleurs français et étrangers, 1939-1946.

Compagnie des mines d'Ostricourt (Nord) :

- 19940570043 : « La situation des Houillères nationalisées », conférence de M. Duguet, Charbonnages de France, le 30 mai 1947, 16 p.

## IV. Archives départementales du Nord, Lille

Série 27W : commissariat régional de la République :

- 38328/24 : Polonais, 1944-1946 ;
- 38328/31 : Parti communiste et propagande anticommuniste, 1944-1946 ;
- 38345/1 : rapports des commissaires des renseignements généraux sur l'activité des étrangers, 1944-1945 ;
- 38345/2 : statuts administratifs et affaires se rapportant à des groupes ethniques ; affaires se rapportant au Comité d'action et de défense des immigrés (CADI) ; centre d'hébergement des étrangers ; recensement des étrangers internés maintenus en France ou expulsés, 1944-1946 ;
- 38345/3 : listes des étrangers internés et détenus, 1946 ;
- 38347/1 : activités des Polonais : associations, mineurs recrutés pour l'armée polonaise, Polonais ayant opté pour la Russie, 1945 ;
- 38347/2 : rapports sur l'attitude des Polonais et des Tchèques en France ; activité des associations polonaises, 1944-1946 ;
- 38474/6 : Affaires diverses concernant les consulats, entre autres : Pologne, 1944-1945.

## V. Archives de la préfecture de police de Paris

Série B – cabinet du préfet de police, sous-série BA – rapports et renseignements adressés au cabinet du préfet (1869-1970) :

- BA 2186: Pologne, ambassade et consulat général à Paris;
- BA 2187: Pologne, affaires diverses;
- BA 2388: Pologne, colonies polonaises.

## VI. Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple

- B 33. 773 / F<sup>30</sup> 3216: accords militaires franco-polonais, 1939-1940.

## VII. La Contemporaine, Nanterre

- O pièce 26364: *La Pologne en lutte 1939-1945-1949*, [brochure], Paris, Comité d'entente de l'Association des Polonais libres, 1949, 63 p;
- O pièce 27302: *Statut de l'Union centrale des Polonais en France avec les règlements des comités régionaux et des comités locaux qui font partie intégrante de l'Union*, [brochure], Paris, 1945, 16 p;
- Q pièce 7492: Frédéric Joliot-Curie, *Pour la défense de l'immigration démocratique polonaise en France*, [brochure], Paris, L'Amitié franco-polonaise, le 29 novembre 1949, 2 p.

## VIII. Bibliothèque nationale de France

- 4-WZ-6441: *Association des ingénieurs et techniciens polonais en France – 50 ans*, [brochure], juin 1969.

## IX. Société historique et littéraire polonaise / Bibliothèque polonaise de Paris

Fonds Rosa Bailly née Dufour :

- vers. 2845/1-2 : correspondance, 1945-1946.

Fonds Mieczysław Biesiekierski :

- art. prov. 1 : documents biographiques, 1919-1974.
- art. prov. 3 : matériaux pour l'activité au sein de la Croix-Rouge polonaise (CRP) en France et de la Relief Society for Poles (RSFP), 1944-1951;
- art. prov. 4/1 : matériaux pour l'activité en tant que conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale auprès de l'ambassade de Pologne à Paris et en tant que délégué du ministère du Travail et de la Protection sociale, correspondance, 1944-1949;
- art. prov. 5 : matériaux pour la campagne de réinstallation des Polonais en France, 1946-1948.

Fonds Kazimierz Czerny-Szwarcenberg :

- art. prov. 1 : correspondance, 1939-1946.

Fonds Józef Jakubowski :

- art. prov. 10 : rapports sur l'activité du Groupement d'assistance aux Polonais en France (Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji), 1941-1944 ;
- art. prov. 13 : matériaux sur les réunions du comité directeur de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 16 : questions de la protection dans des centres d'accueil, 1944-1945 ;
- art. prov. 17 : activité de la CRP en France dans le contexte du changement de la situation politique, 1944-1945 ;
- art. prov. 18 : matériaux concernant l'aide aux anciens prisonniers et détenus et aux Juifs polonais, 1943-1946 ;
- art. prov. 19 : affaires du service de l'emploi et du service de l'éducation de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 22 : rapports sur l'histoire et l'activité de la CRP en France, 1941-1945 ;
- art. prov. 23 : matériaux de l'assemblée des délégués régionaux de la CRP en France ;
- art. prov. 25 : correspondance concernant la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 30 : activité de la branche française de la RSFP : Société de secours aux Polonais (Towarzystwo Pomocy Polakom), 1947-1950 ;
- art. prov. 33 : rapports sur l'activité de la RSFP, 1947-1949 ;
- art. prov. 34 : correspondance de la RSFP, 1946-1950 ;
- art. prov. 35 : matériaux des divers organismes dans le cadre de la RSFP, 1947-1955 ;
- art. prov. 42 : *varia*, concernant entre autres l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (Polska Organizacja Walki o Niepodległość, POWN), 1945-1983.

#### Fonds Aleksander Kawałkowski :

- BPP 1165 : rapports et mémoires concernant la POWN ;
- BPP 1168 : matériaux concernant la liquidation de la POWN et les affaires des combattants ;
- BPP 1169 : matériaux pour l'activité diplomatique de Kawałkowski, 1944-1948 ;
- BPP 1170 : rapports et mémoranda sur la situation intérieure en France, 1944-1947, entre autres : rapport sur la situation de l'immigration polonaise en France du mois de décembre 1944 ;
- BPP 1171 : rapports sur la situation intérieure en France et sur l'immigration polonaise, 1944-1946 ;
- BPP 1172 : matériaux concernant les associations polonaises à l'étranger, 1945-1946 ;
- BPP 1201/II : périodiques et brochures du fonds privé.

#### Fonds Stanisław Kot :

- KOT 11 : matériaux pour l'activité politique de Kot dans le Parti paysan polonais en exil (Polskie Stronnictwo Ludowe, PSL) dans les années 1947-1954.

#### Fonds Kajetan Morawski :

- art. prov. 6/I : rapports pour le ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais à Londres (MSZ), 1941-1953 ;



- art. prov. 19/I : matériaux concernant la Bibliothèque polonaise et la Société historique et littéraire polonaise, 1929-1954.

#### Fonds Tadeusz Parczewski :

- art. prov. 1/I-II : émigration polonaise en France : Organisations politiques. Organisations sociales, 1945-1960;
- art. prov. 5 : Mouvement polonais pour la Liberté « Indépendance et démocratie » (*Polski Ruch Wolnościowy* „Niepodległość i Demokracja”, NiD), 1945-1966;
- art. prov. 10 : Association d'entraide des anciens combattants polonais en France (Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów, SPK), 1946-1964;
- art. prov. 12 : documents du département éducation et culture de la SPK, 1946-1950.

#### Fonds Edmund Strauch :

- art. prov. 2 : correspondance de l'agence consulaire de Pologne à Charleville-Mézières, 1944-1950;
- art. prov. 3 : *varia* – circulaires, bulletins, invitations, 1945-1950.

#### Fonds Zygmunt Lubicz Zaleski :

- vers. 3882/2 : activité en tant que coordinateur de l'éducation de la jeunesse polonaise en France; activité au sein du Comité central des études (Centralny Komitet Studiów);
- vers. 3883/2 : activité en tant que président du Comité central des études à Paris; Mission militaire polonaise de liquidation (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna); Mission catholique polonaise (Polska Misja Katolicka);
- vers. 3892/2 : Activité en tant que délégué pour la France du ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

#### Documents non classés :

- vers. 3209 : rapports sur les contrôles effectués par la CRP en France, 1945-1946;
- vers. 3215 : Union des réfugiés de guerre polonaise (Zjednoczenie Polskiego Uchodźstwa Wojennego);
- vers. 3218 : archives de l'Union indépendante des instituteurs polonais en France (Niezależny Związek Nauczycielstwa Polskiego);
- vers. 3219-3220 : fonds Jerzy Jankowski;
- vers. 3269-3270 : fonds Lucjan Krawiec;
- vers. 3386 : e.a. *Duszpasterstwo polskie we Francji* [L'Aumônerie polonaise en France], l'état à la date du 1<sup>er</sup> mars 1947, brochure, 1947;
- vers. 4042-4043 : Mission militaire polonaise de liquidation en France (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna we Francji);
- vers. 4087-4091, 4115 : archives de l'Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji);
- vers. 5011 : archives du Parti paysan polonais en France (Polskie Stronnictwo Ludowe).

## X. Archives des Actes nouveaux (Archiwum Akt Nowych), Varsovie

### Ambassade de Pologne à Paris

- art. 320 : protection sociale sur les immigrés en France et en Belgique, 1944-1945 ;
- art. 331 : réseau diplomatique polonais en France, 1943-1945 ;
- art. 346 : protection juridique sur les immigrés, 1945.

### Croix-Rouge polonaise – comité de direction à Varsovie :

- art. 133 : section autonome à l'étranger (*Samodzielna Sekcja Zagraniczna*) : délégation de la CRP en France : organisation, instructions, résolutions et correspondance, 1945-1957.

### Lycée polonais à Paris :

- art. 5 : l'activité, 1947-1963.

### Ministère du Travail et de la Protection sociale :

- art. 222 : département des assurances sociales (Departament Ubezpieczeń Społecznych) – coopération avec les autres pays dans le domaine de sécurité sociale : France, 1946-1949 ;
- art. 225 : département des assurances sociales – allocations pour travailleurs polonais en France ayant effectué une partie de leur ancienneté de service en Allemagne („*zasilki gwareckie*”), 1945-1946 ;
- art. 382 : département des assurances sociales – aide aux Polonais établis hors de leur pays, 1945-1948.

402

## XI. Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie (A MSZ)

### Série 6 : département politique, section Europe occidentale et du Nord (Departament Polityczny – Wydział Zachodniej i Północnej Europy) :

- art. 969 (liasse 68) : conventions sur le rapatriement et réémigration des Polonais de France – exemplaires originaux, 1946-1947 ;
- art. 971 (liasse 68) : aumônerie polonaise en France, 1946-1947 ;
- art. 984 (liasse 69) : réseau diplomatique et consulaire polonais, 1945-1948 ;
- art. 985 (liasse 69) : rejet de l'*exequatur* pour la candidature consulaire d'Aleksander Bodak en France, 1948 ;
- art. 994 (liasse 71) : rapports politiques de l'ambassade de Pologne à Paris, 1945-1948 ;
- art. 1001 (liasse 72) : vie politique de l'immigration polonaise en France, 1945-1948.

### Série 8 : département II, section pays romans (Departament II – Wydział Romański) :

- art. 83 (liasse 6) : enseignement polonais et cours de polonais pour les étrangers en France, 1949 ;

Série 15 : cabinet du ministre : - art. 169 (liasse 18) : questions concernant la citoyenneté et les passeports, entre autres : enregistrement des citoyens polonais en France, 1945-1950.

Série 20 : bureau consulaire (*Biuro Konsularne*), 1945-1950 :

- art. 17 (liasse 2) : rapports sur l'activité des services administratifs polonais sur le territoire français, 1947-1949 ;
- art. 18 (liasse 2) : rapport d'activité du consulat général de Pologne à Lille, 1949 ;
- art. 32 (liasse 2) : revue des affaires polonaises en France, 1948-1949 ;
- art. 48 (liasse 3) : rapports des consulats généraux de Pologne à Lille et à Marseille sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 49 (liasse 4) : rapports des consulats de Pologne à Strasbourg, à Toulouse et à Lyon sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 77 (liasse 5) : enseignement polonais à l'étranger, entre autres : en France, 1947-1949 ;
- art. 116-118 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Paris, 1946-1949 ;
- art. 119-121 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Marseille, 1946-1949 ;
- art. 122-124 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Lille, 1946-1949 ;
- art. 125-127 (liasses 9, 10) : rapports du consulat de Pologne à Lyon, 1946-1949 ;
- art. 128-130 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse, 1947-1949 ;
- art. 131 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Strasbourg, 1946-1949 ;
- art. 133 (liasse 10) : rapports de l'agence consulaire de Pologne à Metz, 1946-1949 ;
- art. 444 (liasse 37) : protection sociale envers les émigrés – généralités, 1946 ;
- art. 456 (liasse 38) : la mise en service du réseau consulaire sur le territoire français, 1945 ;
- art. 993 (liasse 75) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse sur les affaires polonaises, 1950 ;
- art. 1074 (liasse 80) : enregistrement des citoyens polonais par le consulat de Pologne à Lyon, 1950.

Série 22 : bureau pour les affaires du rapatriement (*Biuro do Spraw Repatriacji*) :

- art. 77, 80 (liasse 4) : situation de l'immigration polonaise dans la circonscription consulaire de Lille, 1947.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1918-1945, établie par Janusz Deszczka.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1946-2012, établie par Janusz Deszczka.

## XII. Archives de l'Institut de la mémoire nationale (Archiwum Instytutu Pamięci Narodowej)

- AIPN 0179/1385 : département de l'information du ministère de la Sécurité publique (Wydział Informacji Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego), *Emigracja polska*.

*Broszura szkoleniowa* [Émigration polonaise. Brochure d'instruction], Varsovie, août 1948.

### XIII. Archives de l'université Jagellonne, Cracovie

Série S II 619 : dossiers individuels des universitaires ayant travaillé entre 1850 et 1939 :

- Wnorowski Feliks.

### XIV. The Polish Institute and Sikorski Museum, Londres

Série A.XI.E : ministère des Affaires étrangères :

- art. 192 : relations polono-françaises, 1945 ;

- art. 598 : protection sociale sur les émigrés, 1945.

Série A.17 : Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol) (Światowy Związek Polaków z Zagranicy) :

- art. 4 : pays européens et Canada, 1943-1946 ;

- art. 22 : Bulletins d'information (*Biuletyny informacyjny*), n° 1-34, 1945-1947 ;

- art. 24-25 : bulletins, brochures, 1938-1948.

Série A.46 : ambassade de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, 1944-1950 :

- art. 1-4 : questions politiques – généralités, 1945-1949 ;

- art. 13-15 : organisation de la vie politique en France, 1945-1948 ;

- art. 23-24 : questions de la jeunesse, scolaires et académiques, 1945-1947 ;

- art. 29-30 : rapports consulaires, 1945-1947.

Série A.54 : consulat de Pologne à Lille :

- art. 2 : allocations pour veuves et enfants des victimes de guerre et les allocations aux familles de militaires, 1944-1945 ;

- art. 3 : Mission militaire polonaise de recrutement et évacuation (*Misja Wojskowa do spraw Zaciągu i Ewakuacji*), 1944-1945.

Série PRM : présidence du Conseil des ministres (*Prezydium Rady Ministrów*) :

- art. 162 : année 1945. Dépêches des services diplomatiques.

### XV. Polish Underground Movement Study Trust (*Studium Polski Podziemnej*), Londres

Série A : 6<sup>e</sup> section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) :

- A.5.2.9. : bases et postes de communication de l'Armée de l'intérieur avec la Pologne occupée : « Paryż » [« Paris »], 1940-1945.

Série SK.17 : 6<sup>e</sup> section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) ; documents provenant d'un coffre retrouvé :

- art. 23 : matériaux de la « Baza Moda » à Paris concernant les postes « Lila » et « Mine », 1944-1945.

#### XVI. Polish Library POSK, Londres

558/RPS : fonds Tadeusz Świącicki :

- archives de la Société de bibliophiles polonais de Paris, 1945-1948.

916/RPS :

- Antoni Stefan Koper, *Polscy Displaced Persons w Niemczech, 1945-1947* [Personnes déplacées polonaises en Allemagne, 1945 -1947], London, [1979], introduction et première partie de la thèse de doctorat préparée à l'Université polonaise en exil (Polski Uniwersytet Na Obczyźnie) – brouillon, 88 p.

#### XVII. The National Archives, Kew, Londres

Série FO 371 : Foreign Office – Political Departments : General Correspondance:

- 47793 : Polish Committee of National Liberation France, 1945.

Série WO 204 : War Office – Allied Forces, Mediterranean Theatre : Military Headquarters Papers, Second World War :

- 5701 : Poles in France, 1944-1945 ;

- 5703 : Movements of Poles from France, 1944-1945.

#### Presse

*Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji* [Bulletin d'information de l'Union centrale des Polonais en France], Paris, 1945-1947.

*Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję* [Bulletin de la Croix-Rouge polonaise – section française], Paris, 1944-1945.

*Comité polonais de libération nationale en France. Service de documentation*, Paris, 1944-1945.

*Gazeta Ludowa. Tygodnik Polskiego Stronnictwa Ludowego we Francji* [Gazette populaire. Hebdomadaire du Parti paysan polonais en France], Paris, 1946-1947.

*Gazeta Polska (Niepodległość). Dziennik Wychodźstwa Polskiego we Francji* (Journal polonais, fondé sous l'occupation ennemie en 1941), Paris, 1945-1949.

*Głos Pracy. Miesięcznik robotników polskich w CGT-Force ouvrière* [La Voix du Travail. Mensuel polonais de la CGT-Force ouvrière], Paris, 1949.

*Kultura* [La Culture], Paris, 1947-1950.

*Lud Polski. Organ polskich mas pracujących we Francji* [Le Peuple polonais. Organe de presse des classes laborieuses polonaises en France], Paris, 1946-1948.

*Narodowiec* [Le National], Lens, 1945-1949.

*Niepodległość. Organ Wychodźstwa Polskiego we Francji* [L'Indépendance. Organe de presse de l'émigration polonaise en France], Paris, 1944-1945.

*Placówka* [Le Poste], Paris, 1945-1948.

*Polonia Zagraniczna. Biuletyn Organizacyjny Światowego Związku Polaków z Zagranicy* [Polonia de l'étranger. Bulletin d'organisation de l'Union mondiale des Polonais de l'étranger], Londyn, 1945-1947.

*Polska Wierna. Tygodnik katolicki* [La Pologne fidèle. Hebdomadaire catholique], Paris/Londres, 1945-1949.

*Syrena* [La Sirène], Paris, 1947-1949.

*Sztandar. Organ Centralnego Komitetu Walki* [L'Étendard. Organe du Comité central de lutte], Lyon, 1944.

*Sztandar Polski. Dziennik emigracji polskiej we Francji, Belgii i Holandii* [L'Étendard polonais. Journal de l'émigration polonaise en France, en Belgique et aux Pays-Bas], Paris, 1945-1946.

*Światło. Zbiór artykułów i rozpraw pod redakcją A. Ciołkosza i Z. Zaremby* [La Lumière. Revue mensuelle], Paris, 1947-1949.

*Więści. Wydawnictwo Oficera Opieki Obozu Zb. WP nr 3 dla żołnierzy Obozu* [Les Nouvelles. L'édition de l'officier responsable du camp de rassemblement n° 3 de l'armée polonaise pour les soldats], Lille, 1946-1948.

*Wolna Polska. Organ zjednoczonego ludu polskiego we Francji* [La Pologne Libre. Organe de presse du peuple polonais uni en France], Lyon, 1944-1945.

#### Documents imprimés et mémoires

*Archiwum Ruchu Robotniczego*, n° 1, « Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej podczas okupacji hitlerowskiej. Materiały programowe, VIII 1941-VIII 1944 » [Les groupes polonais du Parti communiste français pendant l'occupation hitlérienne. Documents de programme, août 1941-août 1944], dir. Kazimiera Maj, 1973, p. 285-340.

BIESIEKIERSKI, Mieczysław, « Polska akcja opiekuńcza we Francji w okresie okupacji niemieckiej, czerwiec 1940-wrzesień 1944 » [L'action polonaise de protection sociale en France pendant l'occupation allemande, juin 1940-septembre 1944)], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 105, 1993, p. 38-63.

BOBROWSKI, Czesław, *Wspomnienia ze stulecia* [Mémoires du centenaire], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1985, 344 p.

*Bulletin de la statistique générale de la France*, vol. 34, n° 12, décembre 1946.

*Bulletin de la statistique générale de la France*, vol. 35, n° 3, mars 1947.

CEGIEŁKA, Franciszek, « Nuncjusz A. G. Roncalli w Paryżu » [Le nonce A. G. Roncalli à Paris], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 39, 1977, p. 184-193.

—, « Problemy Polskiej Misji Katolickiej we Francji w pierwszych latach po II wojnie światowej » [Les problèmes de la Mission catholique polonaise en France pendant les premières années après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 11, 1987, p. 223-236.

- GAJEWICZ, Bohdan, *Opieka nad kombatantami (1941-1944)* [La Protection pour les anciens combattants], Vals-les-Bains (Ardèche), Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji [Groupement d'assistance aux Polonais en France], octobre 1944, 74 p. ; *Zakończenie* [Conclusion], Paris, le 28 avril 1945, 4 p. [numérotées 75-78].
- INSEE, *Premiers résultats du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, Paris, Impr. nationale, 1947, 61 p.
- , *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, t. II, *Population présente totale*, Paris, Impr. nationale, 1953, 436 p.
- JĘDRYCHOWSKI, Stefan, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne » [Matériaux et études historiques], 1987, 78 p.
- „Komunikaty Informacyjne” Sztabu Naczelnego Wodza / Sztabu Głównego Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie, 1945-1947 [Les Bulletin d'information de l'état-major du commandant en chef des Forces armées polonaises de l'Ouest / de l'état-major des Forces armées polonaises de l'Ouest, 1945-1947], éd. Czesław Brzoza, Kraków, Księgarnia Akademicka, 2008, 728 p.
- MARÈS, Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, p. 48-54.
- MORAWSKI, Kajetan, *Tamten brzeg* [L'Autre Bord], éd. Jerzy Marek Nowakowski, Warszawa, Spotkania, 1996, 281 p.
- OLSZANSKI, Thomas, *La Vie errante*, dans *Un militant syndicaliste franco-polonais. « La Vie errante » de Thomas Olszanski, 1886-1959*, éd. et trad. Mylène Mihout, Lille, PUL, 1993, 395 p. (version polonaise: OLSZAŃSKI, Tomasz, *Życie tulacze*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1957, 378 p.).
- OSTROWSKI, Jean, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, coll. « Histoire », 1992, p. 159-174.
- Pamiętniki emigrantów, 1878-1958* [Souvenirs des émigrés, 1878-1958], Warszawa, Czytelnik, 1960, 924 p.
- Polska Ludowa. Materiały i Studia*, n° 5, « Dokumenty do dziejów polskich demokratycznych formacji wojskowych we Francji, 1941-1945 » [Documents pour l'histoire des formations militaires démocratiques polonaises en France, 1941-1945], dir. Wincenty Romanowski et Mieczysław Wrzosek, 1966, p. 141-202.
- PONTY, Janine, *L'Immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2003, 416 p.
- Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VII, *Maj-listopad 1944* [Mai-

novembre 1944], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2006, 694 p.

*Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2008, 774 p.

PUTRAMENT, Jerzy, *Pół wieku. Zagranica* [Un demi-siècle. À l'étranger], Warszawa, Czytelnik, 1965, 412 p.

*Rocznik Statystyczny 1947* [Annuaire statistique de la république de Pologne 1947], Warszawa, GUS [Office central de statistiques], 1947.

*Rocznik Statystyczny 1948* [Annuaire statistique de la république de Pologne 1948], Warszawa, GUS, 1949.

*Rocznik Statystyczny 1956* [Annuaire statistique de la république de Pologne 1956], Warszawa, GUS, 1956.

*Rocznik wychodźstwa polskiego we Francji i Belgii* [Annuaire de l'émigration polonaise en France et en Belgique], Paris, 1948.

*Sprawozdanie z pierwszego walnego zjazdu wychodźstwa polskiego we Francji, 17-18 grudnia 1944 roku* [Compte-rendu de la 1<sup>re</sup> assemblée plénière de l'émigration polonaise en France, les 17 et 18 décembre 1944], Paris, 1945, 140 p.

ZALESKI LUBICZ, Zygmunt, *Le Statut moral de l'émigré*, Paris, 1949, 8 p. (extrait de: *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1949).

408

#### Communications orales

Communication orale enregistrée de Maciej Morawski, Paris, le 28 février 2012.

#### Sources audiovisuelles

WISNIEWSKI, Allan, *Pologne. Chronique d'un retour oublié, 1947-1990*, SCEREN/CNDR, coll. « Films en classe : collègue et lycée », « Histoire », 2010, 75 minutes.

### BIBLIOGRAPHIE

#### Instruments de travail

BRUNEL, Ghislain (dir.), *Les Sources de l'histoire de la Pologne et des Polonais dans les archives françaises*, Paris, Direction des Archives de France, 2003, 818 p.

DANILEWICZ-ZIELIŃSKA, Maria, *Bibliografia: „Kultura”, 1958-1973; „Zeszyty Historyczne”, 1962-1973; działalność wydawnicza, 1959-1973* [Bibliographie: *Kultura*, 1958-1973; *Zeszyty Historyczne*, 1962-1973; l'activité éditoriale, 1959-1973], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1975, 430 p.



- , *Bibliografia: „Kultura”, 1974-1980; „Zeszyty Historyczne”, 1974-1980; działalność wydawnicza, 1974-1980* [Bibliographie: *Kultura*, 1974-1980; *Zeszyty Historyczne*, 1974-1980; l'activité éditoriale, 1974-1980], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1981, 314 p.
- , *Bibliografia: „Kultura”, 1981-1987; „Zeszyty Historyczne”, 1981-1987; działalność wydawnicza, 1981-1987* [Bibliographie: *Kultura*, 1981-1987; *Zeszyty Historyczne*, 1981-1987; l'activité éditoriale, 1981-1987], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1989, 348 p.
- FAVIER, Jean (dir.), *Les Archives nationales. État général des fonds*, t. V, 1940-1958. *Fonds conservés à Paris*, Paris, Archives nationales, 1988, 468 p.
- GOULD, Julius et KOLB William L. (dir.), *A Dictionary of the Social Sciences*, London, Tavistock Publications, 1964, 761 p.
- JUDYCKA, Agata et JUDYCKI, Zbigniew, *Les Polonais en France. Dictionnaire biographique*, trad. Richard Zienkiewicz, Paris, Concorde, 1996, t. I, 348 p.
- JUDYCKI, Zbigniew A., *Polacy w świecie. Kwartalnik biograficzny Polonii* [Les Polonais dans le monde. Trimestriel biographique de la Polonia], Paris, puis Paris/Kielce, Scripta 2000, 17 tomes, 1992-2000.
- KOŁODZIEJ, Edward, « Sources pour l'histoire de l'immigration et de la Polonia de France dans les Archives nationales polonaises », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 93-108.
- KOWALIK, Jan, *„Kultura”, 1947-1957. Bibliografia zawartości treści. Działalność wydawnicza, 1946-maj 1959* [*Kultura*, 1947-1957. Bibliographie du contenu de la revue. L'activité éditoriale, 1946-mai 1959], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1959, 393 p.
- , *Bibliografia czasopism polskich wydanych poza granicami Kraju od września 1939 roku – World Index of Polish Periodicals Published outside of Poland since September 1939*, 5 tomes, Lublin, Wydawnictwo KUL [Presses universitaires de l'Université Catholique de Lublin], 1976 (t. I-IV), 1988 (t. V); t. I, 317 p., t. II, 245 p., t. III, 275 p., t. IV, 233 p., t. V, 272 p.
- Polska Służba Zagraniczna po 1 września 1939 r.* [Le Corps diplomatique polonais après le 1<sup>er</sup> septembre 1939], Londyn, Stowarzyszenie Pracowników Polskiej Służby Zagranicznej, 1954, 180 p.
- Polski Słownik Biograficzny* [Dictionnaire biographique polonais], Kraków, PAN [Académie polonaise des sciences], 1962-1964, 1976, t. X, XXI.
- SUPRUNIUK, Anna et SUPRUNIUK, Mirosław A., *Bibliografia: „Kultura”, 1988-1996; „Zeszyty Historyczne”, 1988-1996; działalność wydawnicza, 1988-1996* [Bibliographie: *Kultura*, 1988-1996; *Zeszyty Historyczne*, 1988-1996; l'activité éditoriale, 1988-

1996], Le Mesnil-le-Roi : Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1997, 463 p.

VEGLIA, Patrick, FOLLIET, Delphine, EL YAZAMI, Driss, *et. al. Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées. XIX-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Génériques/Direction des Archives de France, 2005, t. IV, 886 p.

### Problématique et méthodologie

BABIŃSKI, Grzegorz, *Więź etniczna a procesy asymilacji. Przemiany organizacji etnicznych. Zagadnienia teoretyczne i metodologiczne* [Le Lien ethnique. Les transformations des organisations ethniques. Questions théoriques et méthodologiques], Warszawa/Kraków, PWN, 1986, 174 p.

KUBIAK, Hieronim, « Proces przystosowania społecznego emigrantów polskich do warunków kulturowych krajów osiedlenia. Podstawowe założenia i konkluzje teoretyczne » [Le processus d'adaptation sociale des émigrés polonais aux conditions culturelles de vie dans le pays de réinstallation. Les principes de base et conclusions théoriques], dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej (dir.), *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et les besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN [Académie polonaise des sciences], 1976, p. 60-73.

—, PALUCH, Andrzej K. et BABIŃSKI, Grzegorz, « Procesy asymilacji i ich odbicie w refleksji teoretycznej we współczesnych naukach społecznych » [Les Processus d'assimilation et leur reflet dans la réflexion théorique des sciences sociales contemporaines], dans KUBIAK, Hieronim et PALUCH, Andrzej K. (dir.), *Założenia teorii asymilacji* [Les Principes de la théorie d'assimilation], actes du colloque de Cracovie, juillet 1978, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1980, p. 53-78.

NOIRIEL, Gérard, « Immigration : le fin mot de l'histoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 141-150.

PONTY, Janine, « Stan badań historycznych nad Polonią francuską » [L'état des recherches historiques sur la Polonia de France], trad. Anna Masiewicz, *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 65-72.

REA, Andrea et TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008, 120 p.

ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Les recherches en Pologne sur l'immigration polonaise après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, 1992, coll. « Histoire », p. 7-15.

## Histoire politique de la France et histoire générale de l'immigration en France

- ANGLADE, Jean, *La Vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours*, Paris, Hachette, 1976, 224 p.
- BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001, 121 p.
- , « Les Immigrés et le logement en France depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Une histoire paradoxale », dans STORA, Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 2007, p. 67-96.
- BOURGEOIS, Jean, « La situation démographique », *Population*, vol. 2, n° 2, 1947, p. 329-347.
- CASEVITZ, Jean, « Le recensement du 10 mars 1946 », *L'Information géographique*, vol. 11, n° 3, 1947, p. 102-111.
- COURTOIS, Stéphane, PESCHANSKI, Denis et RAYSKI, Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, 473 p.
- DALLOZ, Jacques, *La France de la Libération*, Paris, PUF, 1983, 126 p.
- DEBERLES, Kléber, *La Grande Épopée des mineurs*, Lille, *La Voix du Nord*, 1992, 237 p.
- DELMAS, Luc, *Lorraine du fer. Terre d'immigrés*, dans *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages. XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup> siècles*, actes du colloque de Lens, 17 et 18 mai 2000, Montreuil, Institut d'histoire sociale minière/Éd. VO, 2000, p. 73-87.
- DUPEUX, Georges, « L'immigration en France de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 161-174.
- FAIDUTTI-RUDOLPH, Anne-Marie, « L'évolution de l'immigration en France de 1946 à 1960 », *Information géographique*, vol. 26, n° 4, 1962, p. 152-160.
- FLEURANCE, Simone, « L'émigration française à l'étranger : tendances actuelles », *Population*, vol. 3, n° 3, 1948, p. 561-563.
- FORCADE, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008, 702 p.
- GEORGE, Pierre, *Les Migrations internationales*, Paris, PUF, 1976, 231 p.
- GREEN, Nancy L., « Les Juifs étrangers à Paris », dans KASPI, André et MARÈS, Antoine (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, actes du colloque de Paris, 14 mai 1987, Paris, Impr. nationale, 1989, p. 105-118.
- HEISCH, Robert, « L'évolution des salaires de 1949 à 1951 », *Journal de la Société statistique de Paris*, n° 93, 1952, p. 286-304.
- LACHAISE, Bernard, *Yvon Delbos. Biographie, 1885-1956*, Périgueux, Fanlac, 1993, 362 p.
- LALOU, Jean, « L'assistance sociale auprès des populations juives parisiennes au temps de l'Occupation », dans ZYTNICKI, Colette (dir.), *Terre d'exil, terre d'asile. Migrations juives en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, actes du colloque de Paris, le 28 octobre 2009, Paris, Éclat, coll. « Bibliothèque de Fondations », 2010, p. 49-67.

- LE LIEPVRE, Thérèse et BOUSQUET, Marie-Hélène de, « Étude de 4 000 dossiers du Service social d'aide aux émigrants », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 217-276.
- MILZA, Pierre, « Un siècle d'immigration étrangère en France », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 3-18.
- NOIRIEL, Gérard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Le Seuil, 1988, 441 p.
- , *Population, immigration et identité nationale en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Hachette, 1992, 190 p.
- , *Atlas de l'immigration en France*, Paris, Autrement, 2002, 64 p.
- RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République*, t. I, *L'Ardeur et la Nécessité (1944-1952)*, Paris, Le Seuil, 1980, 315 p.
- RYGIEL, Philippe, *Destins immigrés. Cher, 1920-1980. Trajectoire d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 447 p.
- SCHOR, Ralph, *Français et immigrés en temps de crise (1930-1980)*, Paris, L'Harmattan, 2004, 243 p.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Narodziny i pierwsze lata polityki imigracyjnej Francji (1945-1952) » [La naissance et les premières années de la politique d'immigration en France, 1945-1952], *Bezpieczeństwo. Teoria i Praktyka*, n° 1, 2016, p. 183-198.
- , « Activity of the international community in Europe after the Second World War within the scope of the International Refugee Organisation as a model of the aid action towards refugees », *Securitologia*, n° 1, 2017, p. 119-139.
- SPIRE, Alexis, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005, 402 p.
- STORA Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrations. L'immigration en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 2007, 382 p.
- TAPINOS, Georges, *L'Immigration étrangère en France (1946-1973)*, Paris, PUF/Ined, 1975, 154 p.
- TRIPPIER, Maryse, *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1990, 332 p.
- VIET, Vincent, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, 375 p.
- VINCENT, Paul, « Conséquences de six années de guerre sur la population française », *Population*, vol. 1, n° 3, 1946, p. 429-440.
- WEIL Patrick, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2<sup>e</sup> éd., 2004, 579 p.
- , *Liberté, égalité, discriminations*, Paris, Gallimard, 2008, 234 p.
- WIEVIORKA, Annette, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, 506 p.

## Relations politiques franco-polonaises

- BORODZIEJ, Włodzimierz, « Rozmowy polsko-francuskie, 1945-1947. Zapomniany epizod z historii dyplomacji » [Les négociations entre la France et la Pologne dans les années 1945-1947 : épisode oublié de l'histoire de la guerre froide], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 93, n° 1, 1986, p. 73-109.
- GIRZYŃSKI, Zbigniew, *Polska – Francja, 1945-1950* [Pologne – France, 1945-1950], Toruń, Mado, 2005, 383 p.
- JAROSZ, Dariusz et PASZTOR, Maria, « Kolonie letnie dla dzieci polonii francuskiej w latach 1948-1955 (organizacja, przebieg, skutki) » [Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France dans les années 1948-1955 (l'organisation, le déroulement, les résultats)], dans PARAFIANOWICZ, Halina (dir.), *Polska w Europie i świecie w XX stuleciu : prace ofiarowane Panu Profesorowi Marianowi Leczykowi w 75-lecie urodzin* [La Pologne en Europe et dans le monde au XX<sup>e</sup> siècle. Travaux offerts au professeur Marian Leczyk à l'occasion de son 75<sup>e</sup> anniversaire], Białystok, Wydział Historyczno-Socjologiczny Uniwersytetu w Białymstoku [faculté d'histoire et de sociologie de l'université de Białystok], 2001, p. 419-437 (voir aussi l'article en français : « Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France : un problème épineux dans les relations polono-françaises, 1948-1955 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 116, n° 1, 2002, p. 3-25).
- , *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, 384 p.
- , *Stosunki polsko-francuskie, 1944-1980* [Les Relations polono-françaises, 1944-1980], Warszawa, PISM [Institut polonais des Affaires internationales], 2008, 482 p.
- KAMIŃSKI, Marek K., « Stanowisko brytyjskie wobec prób zbliżenia między rządem w Warszawie a władzami francuskimi, 1946-1947 » [L'attitude britannique envers les tentatives du rapprochement entre le gouvernement de Varsovie et les autorités françaises, 1946-1947], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 94, n° 4, 1987, p. 95-110.
- LAFOREST, Christophe, « Arrière-pensées et illusions. Les tentatives de renouvellement de l'alliance franco-polonaise, 1945-1947 », *Revue des études slaves*, vol. 71, n° 2, 1999, p. 263-278.
- PONTY, Janine, « Dans quelle mesure la Pologne s'éloigne-t-elle de l'Europe entre 1945 et 1949 ? », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 235-248.
- ROJEK, Wojciech, « Schyłek misji ambasadora Kajetana Dzierżykrajca-Morawskiego we Francji, grudzień 1944-lipiec 1945 » [Le déclin de la mission de l'ambassadeur Kajetan Morawski en France, décembre 1944-juillet 1945], *Teki Historyczne* (Londres), n° 20, 1993, p. 376-397.
- , « Les rapports entre le gouvernement polonais de Londres et le général de Gaulle, juin 1940-juin 1945 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalcol/Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 51-65.

- SĘKOWSKI, Paweł, « Attitude des autorités françaises envers les représentants du gouvernement polonais en exil à la veille de la guerre froide, 1944-1949 », *Annales. Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris*, n° 14, 2012, p. 392-404.
- , « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 » [L'activité des représentants diplomatiques et consulaires des autorités varsoviennes de la république de Pologne en France dans les années 1944-1947], *Dzieje Najnowsze*, vol. 44, n° 3, 2012, p. 93-107.
- SOUTOU, Georges-Henri, « La place de la Pologne dans la politique extérieure française pendant la guerre froide », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 249-274.
- ZAHORSKI, Witold, « Les socialistes français et la république populaire de Pologne. De la méfiance mutuelle à la fin des années 70 », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX<sup>e</sup> siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 699-712.
- ZAKS, Zofia, « Rząd francuski wobec Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego i Rządu Tymczasowego RP, lipiec 1944-sierpień 1945 » [Le gouvernement français envers le Comité polonais de libération nationale et le gouvernement provisoire de la république de Pologne, juillet 1944-août 1945], *Polska 1944/45-1989: Studia i materiały*, n° 1, 1995, p. 63-90.

### Immigration polonaise

- ALBIN, Janusz, « La communauté polonaise en France et l'État polonais entre 1920 et 1939 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 41-55.
- ANDRZEJEWSKI, Julian, « Z działalności komunistów polskich we Francji: przyczynek do dziejów PPR we Francji » [De l'activité des communistes polonais en France : contribution à l'histoire du PPR en France], *Nowe Drogi*, n° 2, 1962, p. 39-55.
- BANASZAK, Marian, *Dar Boży dla Kościoła i Polski. Polskie Seminarium Duchowne w Paryżu, 1945-1995* [Un cadeau divin pour l'Église et pour la Pologne. Le Séminaire polonais de Paris, 1945-1995], Paris/Poznań, Papieski Wydział Teologiczny, 1995, 349 p.
- BOBIŃSKA, Celina et GALOS, Adam, « Poland: Land of Mass Emigration, ninth and twentieth Centuries », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 467-502.

- BRZOZA, Czesław, « *Żołnierze Polskich Sił Zbrojnych w oddziałach wartowniczych przy armii amerykańskiej we Francji, 1946-1947* » [Les soldats des Forces armées polonaises dans les compagnies de sentinelles de l'armée américaine en France, 1946-1947], dans DMOWSKI, Rafał, GMITRUK, Janusz, KORNEĆ, Grażyna et WŁODARKIEWICZ, Wojciech (dir.), *Wojsko i kultura w dziejach Polski i Europy. Księga jubileuszowa profesora Piotra Matusaka w 65 rocznicę urodzin* [L'Armée et la culture dans l'histoire de la Pologne et de l'Europe. Mémoires en hommage du professeur Piotr Matusak à l'occasion de son 65<sup>e</sup> anniversaire], Warszawa/Siedlce, MHPRL/Sprint, 2006, p. 491-504.
- BUCZEK, Roman, « *Udział Polskiej Organizacji Walki o Niepodległość (POWN) we francuskim ruchu oporu w latach 1941-1945* » [L'apport de l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) à la Résistance française dans les années 1941-1945], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 38, 1976, p. 59-93.
- COOPER-RICHET, Diana, « *Les mineurs polonais dans l'histoire de la France du xx<sup>e</sup> siècle : jalons, originalités, figures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 45-55.
- DELAPERRIÈRE, Maria, « *Zygmunt Lubicz Zaleski (1882-1967), médiateur entre deux cultures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 63-70.
- DUFOIX, Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, 320 p.
- DZWONKOWSKI, Roman, « *Przemiany polskiej parafii w północnej Francji, 1922-1972. Studium historyczno-socjologiczne parafii w Oignies* » [Les transformations d'une paroisse polonaise dans le Nord de la France, 1922-1972. Étude historique et sociologique de la paroisse d'Oignies], *Studia Polonijne*, n° 1, 1976, p. 17-83.
- , « *Status prawny Polonii Francuskiej* » [Le statut juridique de la Polonia de France], *Przegląd Zachodni*, vol. 35, n° 2, 1979, p. 112-120.
- , « *Geneza i rola przywódczej grupy społecznej w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1945* » [La genèse et le rôle du groupe social meneur dans l'histoire de l'émigration économique polonaise en France, 1920-1945], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1979, p. 69-82.
- , « *Przywódcza grupa społeczna w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1980* » [La question du commandement social dans l'histoire de l'émigration polonaise en France, 1920-1980], *Studia Polonijne*, n° 5, 1983, p. 67-77.
- , « *Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej* » [L'enseignement polonais en France après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 7, 1983, p. 183-205.
- , « *La presse catholique polonaise en France dans les années 1923-1983* », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 61-86.
- , « *La vie religieuse dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale* », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France*

- après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 17-33.
- , « Polska Misja Katolicka w Paryżu i Ambasada „Warszawska“, 1945-1947. Konflikt ideologiczny i polityczny » [La Mission catholique polonaise à Paris et l'ambassade dite « varsoviennne », 1945-1947. Un conflit idéologique et politique], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 151-172.
- DZWONKOWSKI, Roman et ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Polonia francuska » [La Polonia de France], dans SZYDŁOWSKA-CEGŁOWA, Barbara (dir.), *Polonia w Europie* [La Polonia en Europe], Poznań, Zakład Badań Narodowościowych PAN [Unité des recherches ethniques de l'Académie polonaise des sciences], 1992, p. 365-410.
- FALEŃCZYK, Marian, « L'Église polonaise en exil en France après la seconde guerre mondiale », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « *Toute la France est polonaise!* » *La présence polonaise en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 255-266.
- FREY, Yves, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace, 1918-1948*, Besançon, Presses universitaires franco-comtoises, 2003, 598 p.
- FRISZKE, Andrzej, *Życie polityczne emigracji* [La Vie politique de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 512 p.
- GARÇON, Gabriel, « Le *Młode serce* – journal de l'association de la jeunesse catholique polonaise KSMP en France, 1946-1953 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 193-205.
- , « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 35-47.
- , « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 125-141.
- , *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, 499 p.
- GIRARD, Alain, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux*



*documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 183-214.

GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean, *Français et immigrés*, t. I, *L'Attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, PUF/Ined, 1953, 532 p.

GIRZYŃSKI, Zbigniew, « Inne spojrzenie na Kraj. Tygodnik „Sztandar Polski” jako próba alternatywnego prezentowania spraw polskich na emigracji we Francji w latach 1945-1946 » [Une autre vue sur le pays. L'hebdomadaire *Sztandar Polski* comme une épreuve à la représentation alternative des affaires polonaises à l'émigration en France dans les années 1945-1946], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 173-186.

GMURCZYK-WROŃSKA, Małgorzata, *Polacy we Francji w latach 1871-1914: społeczność polska i jej podstawy materialne* [Les Polonais en France dans les années 1871-1914: la communauté polonaise et ses fondements matériels], Warszawa, Neriton, 1996, 296 p.

GOGOLEWSKI, Edmond, « La vie associative des Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans JECHOVÁ, Hana et WŁODARCZYK, Hélène (dir.), *Les Effets de l'émigration et l'exil dans les cultures tchèque et polonaise*, actes du colloque de Paris, 5-7 décembre 1985, Paris, PUPS, 1987, p. 25-48.

—, « Le *Kupiec Polski*, organe des commerçants et artisans polonais en France, 1934-1969 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 115-140.

—, « Powrót do Polski robotników polskich z Francji » [Le retour en Pologne des ouvriers polonais de France], *Przegląd Polonijny*, n° 4, 1990, p. 29-47.

—, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 175-195.

—, *La Langue polonaise dans l'enseignement élémentaire et secondaire en France (1833-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'étude de la culture polonaise de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1994, 340 p. (version polonaise: *Szkołnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, trad. Stefan Kaufman et Justyna Łukaszewicz, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, 249 p.).

—, *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996, 271 p.

GRONOWSKI, Ludwik, *Polacy we francuskim ruchu oporu* [Les Polonais dans la Résistance française], Warszawa, Prasa Wojskowa, 1950, 52 p.

GRUSZYŃSKI, Jan, *La Communauté polonaise en France de 1919 à 1975. Problèmes de l'intégration de trois générations*, thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. d'Alain

- Girard, université Paris V-Descartes, 1977, 559 p. (version polonaise imprimée : *Spoleczność polska we Francji (1918-1978). Problemy integracyjne trzech pokoleń*, Warszawa, PWN, 1981, 316 p.).
- , « Integracja religijna Polaków we Francji » [L'intégration religieuse des Polonais en France], *Studia Polonijne*, n° 4, 1981, p. 160-176.
- HABIELSKI, Rafał, *Życie społeczne i kulturalne emigracji* [La Vie sociale et culturelle de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 408 p.
- HŁADKIEWICZ, Wiesław, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », dans GOGOLEWSKI Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 193-202.
- L'HÔPITALIER, capitaine, *Dzieje Armii Polskiej we Francji, 1939-1945* [L'Armée polonaise en France, 1939-1945], Paris, Montbrun, 1950, 225 p. (ouvrage bilingue en polonais et en français).
- JANOWSKA, Halina, *Polska emigracja zarobkowa we Francji, 1919-1939* [L'Émigration économique polonaise en France, 1919-1939], Warszawa, Książka i Wiedza, 1964, 320 p.
- , « Dwie reemigracje Polaków z Francji » [Les deux rapatriements des Polonais de France], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 4, 1964-1965, p. 7-26.
- , « An Introductory Outline of the Mass Polish Emigrations, their Directions and Problems, 1870-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 121-143.
- , « Polscy imigranci w Lotaryngii, 1919-1939 » [Les immigrés polonais en Lorraine, 1919-1939], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 73-82.
- JAROS, Stanisław, « Reemigracja Polaków z Francji w latach 1946-1948 » [Le rapatriement des Polonais de France dans les années 1946-1948], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 6-7, 1971, p. 61-95.
- JERECZEK, Jean-Pierre, « Rôle du syndicalisme dans l'intégration des ouvriers polonais », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 223-231.
- JUCHNIEWICZ, Mieczysław, *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939-1945* [Les Polonais dans la Résistance en Europe, 1939-1945], Warszawa, Interpress, 1972, 178 p.
- JUIF, Catherine, *Les Polonais de Saône-et-Loire. Intégration sociale, assimilation (1939-1980)*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Yves Lequin, université Lumière-Lyon II, 1994, 555 p., cote BnF : microfiche M-33000.

- KALINOWSKI, Piotr, *Au service de la Pologne et de la France. L'émigration polonaise en France, 1939-1945*, trad. Michel Lisowski, Paris, Société historique et littéraire polonaise, 2<sup>e</sup> éd., 1995, 63 p. (version polonaise : *Emigracja polska we Francji w służbie Polski i Francji, 1939-1945*, Paris, Księgarnia Polska [Librairie polonaise], 1970, 71 p.).
- KERSTEN, Krystyna, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej: studium historyczne* [Le Rapatriement de la population polonaise après la seconde guerre mondiale : une étude historique], Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, 1974, 279 p.
- KLECHTA, Jerzy, *Najstarsza w świecie: Polska Misja Katolicka we Francji, 1836-2006* [La Plus Vieille au monde. La Mission catholique polonaise en France, 1836-2006], Paris, Polska Misja Katolicka we Francji [Mission catholique polonaise en France], 2006 (2<sup>e</sup> éd.), 272 p.
- KMIECIAK, Jacques, « La protection des Polonais en zone interdite », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 77-91.
- KOPKA, Bogusław et TARCZYŃSKI, Jan (dir.), *Błękitna Armia i jej dowódca gen. Józef Haller* [L'Armée bleue et son commandant le gén. Józef Haller], actes du colloque de Varsovie, 4 et 5 octobre 2017, Warszawa, Wojskowe Centrum Edukacji Obywatelskiej im. płk. dypl. Mariana Porwita, 2017, 263 p.
- KOSTRUBIEC, Benjamin, « Évolution de la structure de la population active polonaise du Nord/Pas-de-Calais. Étude par zone d'emploi », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 221-236.
- LAURENT, Maryla, « L'abandon de la polonité, un acte volontaire ou une attitude induite ? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 115-137.
- LERSKI, Jerzy, « Polacy z „Nordu” » [Les Polonais du Nord], *Kultura* (Paris), n° 1, 1949, p. 14-31.
- ŁAPTOS, Józef, *Humanitaryzm i polityka. Pomoc UNRRA dla Polski i polskich uchodźców w latach 1944-1947* [L'Humanitarisme et la politique. L'aide de l'UNRRA pour la Pologne et les réfugiés polonais dans les années 1944-1947], Kraków, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Pedagogicznego w Krakowie [Presses de l'Université Pédagogique de Cracovie], 2018, 511 p.
- , « Polityczne implikacje działalności humanitarnej UNRRA wobec środkowoeuropejskich “displaced persons”, 1945-1947 » [Les implications politiques de l'activité humanitaire de l'UNRRA envers les personnes déplacées de l'Europe centrale], *Prace Komisji Środkowoeuropejskiej*, vol. 5, 1997, p. 141-159.

- , « La situation et le rôle de l'émigration polonaise en France à l'époque de la guerre froide, 1944-1956 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 181-204.
- , « La "Kultura" dite parisienne et l'émigration polonaise en France », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « Toute la France est polonaise ! » La présence polonaise en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 241-253.
- , « UNRRA, IRO i władze francuskie wobec zjawiska przeobrażania się polskich dipisów w uchodźców politycznych (1944-1950) » [L'UNRRA, l'OIR et les autorités françaises envers le phénomène de la transformation des déplacés polonais en réfugiés politiques, 1944-1950], *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX<sup>e</sup> siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 683-697.
- ŁEPKOWSKI, Tadeusz, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji. Historia Gimnazjum i Liceum im. Cypriana Norwida w Villard-de-Lans, 1940-1946* [Une école libre polonaise en France occupée. L'histoire du gymnase et lycée polonais Cyprien-Norwid à Villard-de-Lans, 1940-1946], Warszawa, PWN, 1990, 321 p.
- ŁUCZAK, Czesław, « Deportations of Polish Manpower to Hitler's Reich, 1939-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 177-194.
- , « Przemieszczenia ludności z Polski podczas drugiej wojny światowej » [*Les déplacements de population de Pologne pendant la deuxième guerre mondiale*], dans PILCH, Andrzej (dir.), *Emigracja z ziem polskich w czasach nowożytnych i najnowszych, XVIII-XX w.* [L'Émigration du sol polonais aux temps modernes et contemporains, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles], Warszawa, PWN, 1984, p. 451-483.
- , *Polacy w okupowanych Niemczech, 1945-1949* [Les Polonais en Allemagne occupée, 1945-1949], Poznań, Pracownia Serwisu Oprogramowania, 1993, 261 p.
- ŁUKASIEWICZ, Sławomir, « Jerzy Jankowski et les fédéralistes polonais en France », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 119-145.
- MAJ, Kazimiera, *Polscy komuniści we Francji, 1919-1946* [Les Communistes polonais en France, 1919-1946], Warszawa, Książka i Wiedza, 1971, 345 p.
- MARKIEWICZ, Władysław, *Przeobrażenia świadomości narodowej reemigrantów polskich z Francji* [Les Modifications de la conscience nationale chez les rapatriés polonais de France], Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1960, 252 p.
- MICHEL, Joël, « La seconde guerre mondiale et l'évolution de la communauté polonaise du Nord de la France », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France]

- et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 403-420 (version polonaise : « II wojna światowa a przemiany społeczności polskiego pochodzenia zamieszkanej na terytorium północnej Francji », dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej [dir.], *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN, 1976, p. 578-597).
- MIHOUT, Mylène, « L'engagement syndical, frein ou moteur à l'intégration de l'immigration ouvrière polonaise en France? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 233-257.
- NISIOBĘCKA, Aneta, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [Le Rapatriement des Polonais de France et leur adaptation en Pologne populaire dans les années 1945-1950], thèse de doctorat en sciences politiques, sous la dir. de Maria Pasztor, université de Varsovie, 2015, 385 p.
- NOSSOWSKA, Małgorzata, *O Francuzce, która pokochała Polskę: Rosa Bailly i stowarzyszenie Les Amis de la Pologne* [À propos une Française qui est tombée amoureuse de la Pologne : Rosa Bailly et l'association Les Amis de la Pologne], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 2012, 452 p.
- NOWAKOWSKA-WIERZCHOŚ, Anna, « „Praca polityczna” Polskiej Partii Robotniczej – oddział we Francji w środowisku polskich emigrantek w 1946 r. » [Le « travail politique » de la section française du Parti ouvrier polonais parmi les femmes immigrées polonaises en 1946], *Teki Archiwalne*, n° 11, 2011, p. 301-319.
- , « *Konopniczanki* » – *Związek Kobiet Polskich we Francji im. Marii Konopnickiej w latach 1944-1950* [« Konopniczanki ». L'Union de femmes polonaises en France « Maria Konopnicka » dans les années 1944-1950], thèse de doctorat en histoire, sous la dir. de Małgorzata Gmurczyk-Wrońska, Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences, Varsovie, 2014, 254 p.
- NOWAKOWSKI, Stefan, « Przeobrażenia społeczne i adaptacja reemigrantów w Polsce » [Les transformations sociales et l'adaptation des rapatriés en Pologne], *Mysł Współczesna*, n° 7, 1950, p. 62-86.
- PACHOWICZ, Anna, *Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji, 1941-1944* [Groupement d'assistance aux Polonais en France, 1941-1944], Toruń, Oficyna Wydawnicza Kucharski, 2013, 493 p.
- PACZKOWSKI, Andrzej, *Prasa i społeczność polska we Francji, 1920-1940* [La Presse et la population polonaise en France, 1920-1940], Wrocław/Warszawa/Kraków, Ossolineum/Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1979, 243 p. (version française raccourcie : « La Presse des

émigrés polonais en France, 1920-1940 », *Revue du Nord*, vol. 60, n° 236, janvier-mars 1978, p. 151-162).

PETERSEN, Nicolas, « Emigracja polska we Francji » [L'Émigration polonaise en France], *Kultura* (Paris), n° 1-2, 1971, p. 151-164.

PIECZYŃSKI, Przemysław, « Les voyages de la jeunesse d'origine polonaise de France en Pologne dans les années 1945-1991 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 217-222.

POIGNANT, Raymond, « Étude sur l'assimilation de l'immigration polonaise dans le Pas-de-Calais », *Population*, vol. 4, n° 1, 1949, p. 157-162.

PONTY, Janine, « Społeczność polska w Sallaumines (Pas-de-Calais, Francja) w latach 1922-1946: studium demograficzne » [La communauté polonaise à Sallaumines (Pas-de-Calais, France) dans les années 1922-1946: étude démographique], *Polska klasa robotnicza: studia historyczne* [La Classe ouvrière polonaise. Études historiques], t. VIII, 1978, p. 361-395.

—, « Une intégration difficile : les Polonais en France dans le premier vingtième siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 51-58.

—, « Le problème des naturalisations », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 99-113.

—, « Conclusions », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 237-238.

—, *Les Polonais du Nord ou la Mémoire des corons*, Paris, Autrement, 1995, 128 p.

—, « Les rapatriements d'ouvriers polonais, 1945-1948 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalco / *Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane*, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 125-137.

—, « Un enjeu des relations franco-polonaises : l'immigration collective et le retour en Pologne, 1919-1948 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 95-105.

—, « Dépasser les stéréotypes : au sujet de l'immigration polonaise en France », dans DELAPERRIÈRE, Maria, DOBERSZYC, Joanna et DRWĘSKI, Bruno (dir.), *La France et la Pologne au-delà des stéréotypes*, actes du colloque de Paris, 6 décembre 2002, Paris, Centre d'étude de l'Europe médiane/Institut d'études slaves, 2004, p. 27-36.

—, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005 (3<sup>e</sup> éd.), 474 p.

- , *Les Polonais en France de Louis XV à nos jours*, Paris, Le Rocher, 2008, 204 p.
- PUDŁO, Kazimierz, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 203-216.
- ROLBIECKI, Waldemar, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 » [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1939-1978], dans REDEROWA, Danuta, JACZEWSKI, Bohdan et ROLBIECKI, Waldemar, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1893-1978], Wrocław, Ossolineum, coll. « Monografie z dziejów nauki i techniki » [Monographies de l'histoire de la science et de la technique], 1982, p. 193-321.
- SALMON-SIAMA, Monika, « Chemins du destin de Wacław Jan Godlewski (1906-1996), messager du peuple franco-polonais », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 71-80.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Les Polonais d'Alsace et de Lorraine à travers la seconde guerre mondiale », dans LEMMES, Fabian, GROSSMANN, Johannes, WILLIAMS, Nicholas J., FORCADE, Olivier et HUDEMANN, Rainer (dir.), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege – Les Évacuations dans l'Europe des guerres mondiales – Evacuations in World War Europe*, Berlin, Metropol, 2014, p. 189-205.
- , « Francja wobec polskich uchodźców wojennych i dipisów w pierwszych latach po drugiej wojnie światowej » [La France et les réfugiés et déplacés polonais dans l'immédiat après-guerre], *Dzieje Najnowsze*, vol. 46, n° 2, 2014, p. 71-83.
- , « Les Polonais dans la Résistance communiste en France », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w xx wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au xx<sup>e</sup> siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 671-682.
- SIKORA, Jan, *Ewolucja Polonii francuskiej. Obserwacje – hipotezy – refleksje* [L'Évolution de la Polonia de France. Observations – hypothèses – réflexions], Lublin, Polonia, 1988, 218 p.
- SIWIK, Anna, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956* [Le Parti socialiste polonais en exil dans les années 1945-1956], Kraków, Księgarnia Akademicka, 1998, 260 p.
- , « Les socialistes polonais en France et l'idée de l'Europe », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 79-88.
- SKOWRONEK, Jerzy, *Cmentarz polski w Montmorency* [Le Cimetière polonais de Montmorency], éd. Alicja Bochenek, Marek Cichowski et Krzysztof Filipow, Warszawa, PIW, 1986, 303 p.

- SZCZERBIŃSKI, Marek et ZDANEWICZ, Krzysztof, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise, entre 1944 et 1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 139-158.
- SZULC, Joanna, *De l'émigration à la réémigration. Le retour des Polonais au pays de 1945 au début de la guerre froide*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Olivier Dard, université de Lorraine, Metz, 2012, 494 p.
- SZULKIN, Michał, « Paryska „Niepodległość”, organ wychodźstwa polskiego we Francji, 1944-1945 » [*L'indépendance parisienne*, l'organe de presse de l'émigration polonaise en France, 1944-1945], *Rocznik Historii Czasopiśmiennictwa Polskiego*, vol. 14, n° 1, 1974, p. 73-84.
- ŚLADKOWSKI, Wiesław, *Emigracja polska we Francji, 1871-1918* [L'Émigration polonaise en France, 1871-1918], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1980, 373 p.
- , *Polacy we Francji* [Les Polonais en France], Lublin, Polonia, 1985, 224 p.
- , « Szkolnictwo polskiego nad Sekwaną wzloty i upadki » [Le développement et l'effondrement de l'enseignement polonais sur Seine], dans KOPRUKOWNIAK, Albin (dir.), *Szkolnictwo polonijne na świecie. Zarys syntezy* [L'Enseignement polonais dans le monde. Un essai de synthèse], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 1995, p. 150-173.
- TURAJCZYK, Leon, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 » [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France et leur attitude envers le retour de l'émigration économique au pays, 1945-1948], *Materiały i Studia z najnowszej historii Polski*, n° 3, 1967, p. 45-62.
- , *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, 391 p.
- VALENTIN-STĄCZEK, Ewa, *Les Villardiens. Biographies. La création et vie du lycée polonais à Villard-de-Lans (1940-1946)*, trad. Marie-Irène Malewiak et Barbara Pawłowska, Wrocław, E. Valentin-Stączek, 2007, 565 p. (version polonaise: *Villardczycy: życiorysy. Powstanie i funkcjonowanie polskiego Liceum w Villard de Lans, 1940-1946*, Wrocław, Amia, 2003, 511 p.).
- VERU, Estelle, *L'Émigration polonaise à l'épreuve de la guerre froide (1944-1949)*, mémoire de maîtrise en histoire, Marie-Claude Blanc-Chaléard et Annie Fourcaut (dir.), université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2004, 239 p.
- WOLTMANN, Bernard, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 211-220.



WRÓBEL, Janusz, « Działania Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego przeciwko repatriantom z Zachodu w latach 1945-1953 » [Les activités du ministère de la Sécurité publique contre les personnes rapatriées de l'Ouest dans les années 1945-1953], dans TERLECKI, Ryszard (dir.), *Aparat bezpieczeństwa wobec emigracji politycznej i Polonii* [L'Appareil de sécurité envers l'émigration politique et la Polonia], Warszawa, IPN [Institut de la mémoire nationale], 2005, p. 185-240.

ZAMOJSKI, Jan E., « La participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 435-459.

—, *Polacy w ruchu oporu we Francji, 1940-1945* [Les Polonais dans la Résistance en France, 1940-1945], Wrocław, Ossolineum, 1975, 415 p.

—, « La présence polonaise en France dans les années de la seconde guerre mondiale », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX<sup>e</sup> siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 128-158.

ZBYSZEWSKI, Waclaw A., « Polonia francuska » [La Polonia de France], *Kultura* (Paris), n° 11, 1950, p. 109-117.

ZGÓRNIAK, Marian, « La Résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 461-474.

ZIELIŃSKI, Henryk, « Le gouvernement polonais et le problème de l'émigration polonaise en France, 1944-1947 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 421-428 (version polonaise : « Rząd polski a problemy emigracji polskiej we Francji, 1944-1947 », *Przegląd Polonijny*, n° 2, 1975, p. 85-93).

ŻARYN, Jan, « Stronnictwo Narodowe na emigracji, 1945-1955. Zarys działalności » [Le Parti national polonais à l'émigration, 1945-1955. Une esquisse sur son activité], dans FRISZKE, Andrzej (dir.), *Warszawa nad Tamizą: Z dziejów polskiej emigracji politycznej po drugiej wojnie światowej* [Varsovie sur la Tamise. De l'histoire de l'émigration politique polonaise après la seconde guerre mondiale], Warszawa, ISP PAN [Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences], 1994, p. 61-92.



## TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1. Les départements comprenant le plus grand nombre d'étrangers et les nationalités dominantes, selon le recensement général de la population de 1946 ...	57
Tableau 2. Les départements comptant le plus d'étrangers, selon les renseignements du ministère de l'Intérieur au 31 décembre 1948.....	57
Tableau 3. La répartition de la main-d'œuvre dans les mines de houille et de lignite pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 1946, selon le ministère de la Production industrielle ..	57
Tableau 4. Départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais ..	62
Tableau 5. Répartition par sexe des principales populations étrangères en France, selon le recensement général de la population de 1946 .....	63
Tableau 6. Répartition par sexe de la population polonaise dans les départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais, selon le recensement général de la population de 1946.....	64
Tableau 7. Les Polonais sur le territoire français suivant l'année de leur entrée en France, selon le recensement des étrangers de 1945.....	65
Tableau 8. Répartition professionnelle de la population active polonaise dans la région Nord-Pas-de-Calais, selon le recensement général de la population de 1946.....	77
Tableau 9. Les Polonais dans les mines de houille et de lignite à la date du 31 mars 1946, selon le ministère de la Production industrielle.....	90
Tableau 10. L'acquisition de la nationalité française par les Polonais et par l'ensemble des étrangers.....	151
Tableau 11. Les mariages mixtes entre Français et Polonais dans l'immédiat après-guerre, d'après les statistiques du mouvement de la population de l'Insee....	156
Tableau 12. Le réseau consulaire polonais en France au 19 mai 1945 .....	172
Tableau 13. Les postes de rassemblement ( <i>stacje zborne</i> ) et des camps de rassemblement ( <i>obozy zborne</i> ) des engagés volontaires de France et de Belgique pour des Forces armées polonaises .....	209
Tableau 14. Les lieux d'hébergement des Polonais désirant entrer au sein des bataillons polonais relevant du gouvernement provisoire de la république de Pologne à Lublin (à partir du 1 <sup>er</sup> février 1945 : à Varsovie), au 23 janvier 1945 .....	216
Tableau 15. La démobilisation en Grande-Bretagne des engagés volontaires de l'armée de terre des Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France en 1946.....	224

Tableau 16. Statistiques de l'enseignement primaire polonais et des maternelles polonaises, dits indépendants en France .....	262
Tableau 17. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1945-1946 .....	264
Tableau 18. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1947-1948 .....	268
Tableau 19. Évolution de la situation de l'Union centrale des Polonais en France dans l'immédiat après-guerre .....	317
Tableau I. Populations française et étrangère en France selon le département de domicile, d'après le recensement général de la population de 1946 .....	373
Tableau II. Polonais en France au premier semestre de 1946, selon les renseignements de la direction générale de la Sûreté nationale et la direction des Renseignements généraux.....	376
Tableau III. Répartition des allocataires des aides de la section française de la Croix-Rouge polonaise, au 1 <sup>er</sup> mars 1945 .....	378
Tableau IV. Les enfants polonais dans des écoles primaires publiques en France, selon les statistiques fournies par Georges Mauco.....	378

## TABLE DES CARTES

Carte 1. Le peuplement de la France au lendemain de la seconde guerre mondiale, selon la population présente par département, d'après le recensement général du 10 mars 1946.....	56
Carte 2. La répartition des Polonais en France par département, selon le recensement général de la population de 1946.....	70
Carte 3. Le réseau consulaire de Pologne au mois de mai 1945.....	174



## ABRÉVIATIONS

A MSZ	Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych RP, Warszawa (Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie)
A PPP	Archives de la préfecture de police de Paris
AAN	Archives des actes nouveaux, Varsovie (Archiwum Akt Nowych)
AD Nord	Archives départementales du Nord, Lille
AITPF	Association des ingénieurs et techniciens polonais en France
AN	Archives nationales de France, Pierrefitte-sur-Seine
ANMT	Archives nationales du monde du travail, Roubaix
BAP	Bureau d'administration des Polonais
BI	Brigade(s) internationale(s)
BnF	Bibliothèque nationale de France
BPP	Bibliothèque polonaise de Paris
CAD	Centre des archives diplomatiques, La Courneuve
CADI	Comité d'action et de défense des immigrés
CAEF	Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple
CCHF	Comité central des Houillères de France
CFTC	Confédération française de travailleurs chrétiens
CGT	Confédération générale du travail
CGT-FO	Confédération générale du travail – Force ouvrière
CGTU	Confédération générale du travail unitaire
CKS	Centralny Komitet Studiów (Comité central des études)
CKW	Centralny Komitet Walki (Comité central de lutte)
CNPF	Conseil national des Polonais de France (Rada Narodowa Polaków we Francji)
CNR	Conseil national de la Résistance
CPF	Congrès de la Polonia de France
CPLN	Comité polonais de libération nationale en France (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji) / Comité polonais de libération nationale (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego)
CRP	Croix-Rouge polonaise
CUDEF	Comité uni de défense des Juifs
CVR	Combattant volontaire de la Résistance
FEP	Federacja Emigrantów Polskich (Fédération des émigrés polonais en France)
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FO	Force ouvrière

FPZOO	Federacja Polskich Związków Obrońców Ojczyzny (Fédération des unions des anciens combattants polonais en France)
FREP	Federacja Robotników i Emigrantów Polskich (Fédération des ouvriers et émigrés polonais en France)
FRP	Federacja Robotników Polskich (Fédération des ouvriers polonais en France)
FSJF	Fédération des sociétés juives de France
FTPF	Francs-tireurs et partisans français
FTP-MOI	Franc-tireurs et partisans – main-d’œuvre immigrée
GAPF	Groupement d’assistance aux Polonais en France
GIP	Groupement d’infanterie polonaise
GPRF	Gouvernement provisoire de la République française
GPUN	Gouvernement provisoire d’unité nationale
GUS	Główny Urząd Statystyczny (Office central de statistiques)
HBNPC	Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais
Ined	Institut national d’études démographiques
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
KTM	Komitet Towarzystw Miejsowych (Comité des associations locales)
MAE	ministère des Affaires étrangères
MOE	Main-d’œuvre émigrée
MOI	Main-d’œuvre immigrée
MPiOS	Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej (ministère du Travail et de la Protection sociale)
MPP	Milice patriotique polonaise
MSZ	Ministerstwo Spraw Zagranicznych (ministère des Affaires étrangères)
NiD	« Niepodległość i Demokracja » (« Indépendance et démocratie »)
OIR	Organisation internationale pour les réfugiés
OPO	Organizacja Pomocy Ojczyźnie (Organisation d’aide à la patrie)
PAN	Polska Akademia Nauk (Académie polonaise des sciences)
PAU	Polska Akademia Umiejętności (Académie polonaise des arts et sciences)
PCF	Parti communiste français
PDR	Prisonniers, déportés et réfugiés
PISM	Polish Institute and Sikorski Museum
PKO S.A.	Polska Kasa Opieki S.A. (Caisse polonaise d’assistance SA)
PMK	Polska Misja Katolicka we Francji (Mission catholique polonaise en France)
POSK	Polski Ośrodek Społeczno-Kulturalny (Polish Social and Cultural Association)
POWN	Polska Organizacja Walki o Niepodległość (Organisation polonaise de lutte pour l’indépendance)
PPR	Polska Partia Robotnicza (Parti ouvrier polonais)
PPS	Polska Partia Socjalistyczna (Parti socialiste polonais)
PPS-WRN	Polska Partia Socjalistyczna – Wolność – Równość – Niepodległość (Parti socialiste polonais – Liberté – Égalité – Indépendance)



PSL	Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti paysan polonais)
PTPK	Polskie Towarzystwo Przyjaciół Książki w Paryżu (Société polonaise des amis du livre à Paris / Société des bibliophiles polonais de Paris)
PUR	Państwowy Urząd Repatriacyjny (Office national du rapatriement)
PWML	Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna (Mission militaire polonaise de liquidation)
PZPN	Polski Związek Piłki Nożnej we Francji (Association polonaise de football en France)
RSFP	Relief Society for Poles
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
SHAEF	Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force
SHLP	Société historique et littéraire polonaise
SL	Stronnictwo Ludowe (Parti paysan)
SPK	Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów (Association d'entraide des anciens combattants polonais en France)
SPP	Studium Polski Podziemnej (Polish Underground Movement Study Trust)
SSAE	Service social d'aide aux émigrants
SSP	Société de secours aux Polonais
SUP	Sorbonne Université Presses
TUR	Towarzystwo Uniwersytetu Robotniczego (Association de l'université ouvrière des émigrés polonais en France)
UACP	Union des Associations catholiques polonaises en France (Polskie Zjednoczenie Katolickie we Francji)
UCPF	Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji)
UJ	Université Jagellonne (Uniwersytet Jagielloński)
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration
YMCA	Young Men's Christian Association
ZHP	Związek Harcerstwa Polskiego we Francji (Union des éclaireurs polonais en France)
ZNP	Związek Nauczycielstwa Polskiego we Francji (Union des instituteurs polonais en France)
ZORR	Związek Osadników i Robotników Rolnych (Union des colons et ouvriers agricoles)
ZRP	Związek Robotników Polskich we Francji (Société des ouvriers polonais en France)
ZUPRO	Związek Uczestników Polskiego Ruchu Oporu we Francji (Association des résistants combattants polonais en France)
ZUS	Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Office national des assurances sociales)



## TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	9
Note de l'auteur.....	11
Préface de Józef Łaptos.....	13
<b>Introduction</b> .....	17
Objet de la recherche.....	19
Présentation du corps des sources.....	21
Les archives.....	21
La littérature scientifique.....	22
Construction du livre.....	28
<b>PROLOGUE. Les antécédents et le contexte de la présence étrangère en France</b> au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	29
La genèse : la communauté polonaise en France avant 1945.....	29
Les débuts de l'immigration polonaise en France.....	29
La grande vague de l'immigration polonaise : les travailleurs arrivés dans l'entre-deux-guerres.....	33
L'influence des années de guerre dans la situation des immigrés polonais en France.....	43
La présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	51
 <b>PREMIÈRE PARTIE</b> <b>LA SITUATION ET LES CHANGEMENTS</b> <b>AU SEIN DE L'IMMIGRATION POLONAISE D'AVANT-GUERRE</b> <b>AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE</b>  	
<b>CHAPITRE 1. Les caractéristiques de l'ancienne immigration polonaise en France</b> au lendemain de la Libération.....	61
La composition et la répartition de l'immigration polonaise d'avant-guerre.....	61
La répartition professionnelle des travailleurs polonais.....	72
La situation sociale et matérielle des travailleurs polonais selon les secteurs d'activité.....	82
Anciens déportés en Allemagne et anciens <i>Volksdeutsche</i> de nationalité polonaise : la situation des Polonais appartenant à des groupes particuliers créés en temps de guerre.....	99
<b>CHAPITRE 2. Le rapatriement des anciens immigrés polonais : l'action de</b> <i>reemigracja</i> .....	109
Les premiers retours : avant l'accord franco-polonais.....	110

Le rapatriement organisé dans le cadre des conventions franco-polonaises (1946-1948) : déroulement et bilan .....	111
Partir en Pologne ou rester en France? Les motivations des immigrés polonais .....	125
Le rapatriement des déplacés et réfugiés polonais de France : l'action de <i>repatriacja</i> .....	132
<b>CHAPITRE 3. Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise :</b>	
l'intégration progressive à la société française .....	135
L'évolution des mœurs et des traditions au sein de la communauté polonaise établie en France depuis des années.....	135
Les naturalisations des immigrés polonais .....	145
Les facteurs contribuant à l'intégration progressive des polonais à la société française .....	154
La deuxième génération opte pour la France : le facteur principal du progrès de l'intégration .....	159
<b>Conclusion de la première partie</b> .....	163

L'ENJEU DU « CONTRÔLE » DE LA COMMUNAUTÉ POLONAISE  
EN FRANCE PAR LES AUTORITÉS POLONAISES EN EXIL ET AU PAYS

<b>CHAPITRE 4. Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France</b> .....	167
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Londres (septembre 1944 - juin 1945).....	168
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Varsovie (à partir du 29 juin 1945).....	175
L'« exopolitie » polonaise en France après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais de Londres.....	195
<b>CHAPITRE 5. Les anciens immigrés polonais toujours en uniforme militaire après la Libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France</b> .....	203
Une nouvelle mobilisation ordonnée par le gouvernement polonais en exil : l'engagement volontaire des immigrés polonais dans les Forces armées polonaises sous le commandement militaire britannique.....	203
L'engagement volontaire dans les bataillons polonais relevant des autorités polonaises de Varsovie et faisant partie de la 1 <sup>re</sup> armée française .....	213
Le retour en France des engagés volontaires dans les Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France .....	218
<b>CHAPITRE 6. L'action sociale envers les ressortissants polonais nécessiteux en France</b> ..225	
L'action des représentants du gouvernement polonais de Londres (jusqu'en juin 1945).....	225
L'action des représentants du gouvernement polonais de Varsovie .....	239
L'action sociale des militants de l'« exopolitie » polonaise en France (après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais en exil) .....	243
<b>Conclusion de la deuxième partie</b> .....	245

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DU « MAINTIEN DE LA POLONITÉ » :  
DES ALÉAS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES  
À LA FIN DES ANNÉES 1940

<b>CHAPITRE 7.</b> Le changement du statut de l'enseignement polonais en France .....	249
L'enseignement au niveau primaire.....	249
L'enseignement au niveau secondaire.....	270
L'enseignement supérieur.....	276
L'importance réelle de l'enseignement polonais en France et sa situation à la fin des années 1940.....	278
<b>CHAPITRE 8.</b> L'activité des aumôniers polonais parmi les immigrés en France .....	283
L'évolution du statut des prêtres polonais en France .....	283
L'activité du clergé et des religieuses polonais en France .....	285
<b>CHAPITRE 9.</b> La vie associative des immigrés polonais en France.....	293
La naissance et le développement de la vie associative des immigrés polonais dans l'entre-deux-guerres.....	295
L'activité des associations fidèles au gouvernement polonais en exil et rassemblées dans l'Union centrale des Polonais en France (UCPF).....	298
L'activité des associations reconnaissant le gouvernement varsovien rassemblées dans le Comité polonais de libération nationale (CPLN), puis le Conseil national des polonais de France (CNPf).....	318
La vie associative du « bloc catholique » : l'activité de l'Union des associations catholiques polonaises en France (UACP) et de ses organisations membres.....	329
Le fonctionnement des partis politiques polonais en France.....	335
La presse polonaise.....	341
Quel niveau réel de participation des immigrés à la vie associative polonaise en France?.....	344
La modification du caractère de la vie associative des Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	349
L'activité des Polonais dans les syndicats français .....	353
<b>Conclusion</b> de la troisième partie .....	361
<b>Conclusion générale</b> .....	365
<b>Annexes</b> .....	373
Données statistiques .....	373
Documents .....	381
<b>Postface</b> d'Olivier Forcade .....	393
<b>Sources et bibliographie</b> .....	397
Sources.....	397
Bibliographie.....	408

Table des tableaux .....	427
Table des cartes.....	429
Abréviations .....	431
Index des noms de personnes .....	435
Index des noms de lieux .....	443
Table des matières .....	453